

Alexandra Viatteau

# Katyn

La vérité  
sur un crime de guerre

---

*André Versaille éditeur*

## APRÈS L'AVEU DU CRIME PAR MOSCOU, LE 13 AVRIL 1990

Le 13 avril 1990, j'entrais en voiture dans Rome, lorsque la radio italienne annonça que Radio-Moscou avait diffusé l'aveu soviétique officiel du crime de Katyn. Ce crime de guerre au nom générique du charnier découvert en Biélorussie en 1943 couvrait symboliquement l'ensemble des massacres, commis au printemps 1940, de quinze mille officiers et cadres de l'Armée polonaise (dont on sait, depuis que l'ordre de Staline a été dévoilé, qu'ils étaient 25 700, incluant des responsables de la Résistance polonaise). Au moment où Moscou avouait le crime, on pensait que les deux tiers de ces combattants, capturés par trahison par les Russes (alors qu'ils étaient en pleine campagne militaire contre l'agresseur nazi allemand) après l'agression soviétique de la Pologne, le 17 septembre 1939 – agression prévue par le pacte qui liait Staline à Hitler –, n'avaient pas encore été retrouvés. Et qu'il faudrait encore chercher ces charniers, où reposaient environ dix mille officiers polonais assassinés par les Soviétiques à l'époque.

L'aveu du Kremlin fut un événement politique et médiatique. Peu avant, à Paris, la correspondante à Varsovie Sylvie Kauffmann avait encore rappelé à la Une du quotidien *Le Monde* qu'en 1988, un exemplaire de la première édition de l'ouvrage, *Katyn, l'Armée polonaise assassinée*, avait été retiré d'un colis, adressé à un journaliste de l'agence de presse italienne ANSA à Varsovie, et confisqué par les services polonais officiels communistes pour la raison suivante, donnée par écrit : « *L'auteur* [c'est-à-dire moi

## KATYN

– AV] y attribue au pouvoir soviétique, sans aucune équivoque, le meurtre d'officiers polonais à Katyn. »

En URSS même, la vague de la « *perestroïka, glasnost, demokratisatsia* » avait été lancée par les modernisateurs du système soviétique, qui ne savaient pas encore qu'ils aboutiraient à sa chute, plutôt qu'à une simple « *restructuration* » chargée de redonner des forces à l'Union soviétique et à son camp communiste dans une « *maison commune européenne socialiste* ». Profitant de cette vague, des voix se firent entendre en faveur de la vérité. Aussitôt après l'aveu du Kremlin, l'hebdomadaire « fer de lance » de Gorbatchev, *Moskovskiïe Novosti* (*Les Nouvelles de Moscou* dans leur version française), publia un article qui récapitulait les recherches d'une historienne soviétique, Natalia Lebedeva, de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, et ses propres reportages de 1989-1990 (n° 21 de l'édition soviétique et n° 33 de l'édition française en 1989, ainsi que les numéros 4 et 13 de l'édition française en 1990). Le journaliste soviétique Guennadiï Javoronkov, auteur de la difficile enquête sur Katyn, décrivait, aussitôt après le 13 avril 1990, ce « tortueux chemin de la vérité », tel qu'il l'avait vécu :

*« La vérité a donc fini par triompher. Mais pourquoi la quête de cette vérité a-t-elle été si longue et difficile ? [...] Pourquoi l'actuelle direction du KGB de Smolensk a-t-elle suivi à la trace le journaliste qui contactait les survivants du NKVD [exécuteurs et témoins directs du massacre – AV] ? Pourquoi a-t-elle cherché à intimider ces vieillards par de terribles menaces ? On leur ordonnait donc de mentir, comme jadis ? Était-ce une initiative personnelle du général Anatolii Chiverskikh, chef de la direction du KGB de la région de Smolensk, ou bien un ordre venant d'en haut ? » [...] « Le nœud défait, on n'a pour autant prononcé aucun verdict sur le mensonge qui a enveloppé cette histoire jusqu'au dernier jour. Si ce mensonge n'est pas jugé, qu'est-ce qui nous garantit contre de nouvelles dissimulations aux yeux de l'opinion publique, dissimulations prenant prétexte de la raison d'État ? Or, il n'est d'intérêts supérieurs à la vérité. Seul le mensonge nous sera toujours nuisible. »*

## *Après l'aveu du crime par Moscou*

En mars 1990, j'acceptai d'organiser sur le plan scientifique, à Nanterre, un colloque et une exposition sur Katyn. À ce moment-là, le Kremlin n'avait pas encore avoué le crime, mais je prévoyais que l'aveu était proche. Une dizaine de jeunes Français travaillèrent à Nanterre jusqu'en juin sur Katyn et, au fur et à mesure qu'ils découvraient ce qu'avait été ce massacre, ils prenaient conscience de l'ampleur, en Occident même, du négationnisme des crimes du communisme soviétique, et notamment de celui-là.

En ce printemps 1990, quelque chose avait changé. Les affiches de l'exposition Katyn étaient visibles partout dans Paris. Même la rédaction du quotidien communiste *L'Humanité* nous contacta, proposant de vendre une page entière pour publier l'affiche de l'exposition Katyn. Cependant, un responsable du journal téléphona un moment plus tard, pour s'excuser de ne pas pouvoir donner suite: « *Nous voudrions bien, mais nous ne pouvons pas, car la rédaction juge le sujet trop politique.* »

Des communistes décidèrent, au contraire, de recouvrir nos affiches sur de grands panneaux dans les rues avec des affiches pour la « Fête de l'éveil » de *L'Humanité*, avec la photo souriante de Georges Marchais. À l'Ambassade d'URSS, où je fis demander, non sans curiosité, la dépêche de l'agence TASS annonçant l'aveu du crime par Moscou, on nous « *déconseilla de [nous] intéresser à Katyn* ». Par contre, Alexandre Banguersky, le rédacteur en chef de l'édition française des *Nouvelles de Moscou*, nous offrit gratuitement une page entière de son hebdomadaire soviétique de Paris pour la publicité du colloque et de l'exposition, qui eut lieu du 7 juin au 7 juillet 1990.

Maurice Schumann inaugura l'exposition et le colloque. De nombreux visiteurs de l'exposition ont inscrit leurs impressions dans le Livre d'or, mais un grand nombre d'entre eux sortaient plongés dans une profonde réflexion. Parmi quelques inscriptions, on pouvait lire ceci :

« *J'étais au Procès de Nuremberg, et déjà alors, je savais...* »

« *Comment a-t-on pu si longtemps masquer la vérité?* »

## KATYN

*« La vérité est comme la justice, son triomphe est une victoire essentielle. Que ceux qui l'ont niée par idéologie sachent combien la complicité est proche parente du crime. »*

*« Mais, ces officiers n'étaient-ils pas des militaristes fascistes », demandait quelqu'un en utilisant l'expression « militaristes fascistes », que nous allions retrouver dans les archives du KGB.*

*« Remuer les souvenirs n'est pas chose facile à faire, mais cette exposition en valait la peine. Les souvenirs s'estompent, mais les images restent. »*

*« Aussi bouleversant qu'une visite à Auschwitz. »*

*« Hitler et Staline, frères de sang. »*

Il y eut beaucoup d'inscriptions de professeurs de collège, de lycée et d'université, qui demandaient que l'exposition soit prolongée ou renouvelée pendant l'année académique suivante, pour leur permettre de revenir avec leurs élèves et étudiants : *« afin que Katyn, comme Auschwitz, ait une fonction pédagogique »*. Certains proposaient de transporter l'exposition *« au Centre Beaubourg, pour les masses »*, et dans les grandes villes françaises. En définitive, seule Angoulême l'organisa, l'année suivante.

Une fonctionnaire de la Bibliothèque Nationale de Paris donna un avis professionnel : *« Les commentaires sobres, la qualité des légendes illustrant les documents, la présentation de documents audiovisuels font de cette exposition un chef-d'œuvre. »*

Un jeune Américain inscrit : *« I am shocked, sad beyond saying, silent »* (*« Je suis sous le choc, triste au delà de toute expression, silencieux »*).

Un jeune Russe, Andreï, journaliste aux *Nouvelles de Moscou*, écrivit : *« Mnie bolche vsego ponravilsia film, bliestiachtchii pokaz lživosti liouboï propagandy »* (*« J'ai surtout aimé le film, preuve criante du mensonge de cette propagande soviétique »*). En Union soviétique, la prise de conscience de la culpabilité communiste soviétique et russe dans le massacre de Katyn marqua les esprits d'hommes et de femmes de bonne volonté, qui proposèrent aux Polonais une action commune de recherche des victimes polonaises de l'URSS, ainsi que de quête d'informations, sur le

## LE CONTEXTE DE 1943

1943 voit apparaître les premiers signes sérieux d'affaiblissement de l'« impetus » allemand. Sur le front russe, le Reich connaît sa première grande défaite avec la capitulation de la VI<sup>e</sup> Armée du maréchal Paulus à Stalingrad, le 2 février, suivie, le 14 février, de la reprise par les Soviétiques du Caucase et de Rostov-sur-Don, position stratégique clé du front ukrainien. Les Soviétiques récupèrent la grande ville de Kharkov, que les Allemands reprennent le 15 mars, mais pour peu de temps. Sur le front nippon, l'évacuation par les Japonais de Guadalcanal, le 8 février, est un mini-Stalingrad. C'est, en tout cas, un tournant important. Les Anglais, pour leur part, intégrant l'Armée polonaise, repoussent Rommel hors d'Afrique en commençant par entrer avec les Français à Tripoli, le 23 janvier, alors que les forces américaines et françaises occuperont Bizerte et Tunis le 7 mai.

Stalingrad devait consacrer la fin du Blitzkrieg en forçant le Reich à mobiliser tous ses moyens pour une guerre totale, et en l'obligeant désormais à se battre pied à pied sur deux fronts à partir de la contre-offensive des Alliés marquée par le débarquement en Afrique du Nord.

Enfin, la Résistance polonaise ainsi que la Résistance dans les Balkans prennent en ce début de l'année 1943 des dimensions stratégiques, en menaçant la sécurité des troupes et des transports nazis et en obligeant la Wehrmacht à faire face à un « troisième » front.

Sur le plan international, les perspectives politiques de l'Allemagne s'assombrissent : l'Espagne refuse de plus en plus

## KATYN

énergiquement tout engagement aux côtés du Reich en affirmant sa neutralité. À Casablanca, du 14 au 27 janvier, Roosevelt, Churchill et de Gaulle se mettent d'accord pour une stratégie offensive en Afrique, et prennent publiquement des positions de haute tenue politique et morale. C'est là que se retrouvent les généraux de Gaulle et Giraud dont la poignée de main scelle la consolidation de la Résistance française. Les difficultés ne sont pas épargnées à Hitler en Italie même, où le haut commandement italien prépare en secret la capitulation. Le renvoi par Mussolini de Gaetano Ciano, ministre des Affaires étrangères et gendre du Duce, marque, le 5 février, une première faille. Du côté nazi, l'amiral Roeder, réticent à mener une guerre de caractère « terroriste » sur toutes les mers contre tous les bâtiments alliés, est remplacé par l'amiral Doenitz, commandant en chef de la flotte sous-marine allemande, connu pour son manque de scrupules. À la consolidation des Alliés, Berlin répond par un durcissement et une détermination farouche. Ajoutez à cela que la Turquie commence à pencher du côté des Alliés, de même que les républiques sud-américaines, et que l'Asie du Sud-Est, quoiqu'encore bien tenue par les Japonais, donne des signes de résistance et d'expectative à l'égard des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

À ce moment de la Seconde Guerre mondiale, les rapports polono-soviétiques au niveau officiel sont empreints de méfiance et se dégradent progressivement. D'une part, le gouvernement polonais en exil à Londres constate que Moscou n'observe pas les termes des accords Sikorski-Maïsky et Sikorski-Staline de 1941 : l'annulation des clauses secrètes du pacte Ribbentrop-Molotov partageant la Pologne n'entraîne toujours pas de reconnaissance par l'URSS de l'ancienne frontière polonaise de 1939. D'autre part, les citoyens polonais d'origine juive, ukrainienne ou biélorusse sont désormais empêchés de rejoindre l'Armée d'Anders<sup>1</sup>, car

---

<sup>1</sup> L'Armée du général Wladyslaw Anders, libéré d'une prison russe, a été formée en 1941-1942 en URSS après l'attaque allemande contre l'Union soviétique. Cette armée était composée de Polonais déportés au Goulag entre septembre 1939 et mai 1941, « amnistiés » et relâchés en partie après l'accord Sikorski-Maïsky, puis Sikorski-Staline scellant une nouvelle alliance polono-soviétique. L'Armée d'Anders composée de près de trois Divisions incomplètes (au total 75 000 hommes) est passée sous commandement britannique en Iran et en Iraq. Elle a

# 1943

## UNE TRAGÉDIE INOCCUPATIONNELLE

### La découverte du charnier

**Katyn. Janvier-février 1943.** Témoignage d'Ivan Krivozertsov, paysan de Grouchtchenka. Récit fait aux autorités militaires polonaises en octobre 1946, en Occident.

*« Un jour, c'était en janvier, je crois, j'ai lu dans le journal de Smolensk Novyi Put' un bref article sur la création de l'Armée polonaise en URSS par le général Sikorski. On y mentionnait que le général Sikorski n'arrivait pas à recenser ni à retrouver ses officiers retenus en captivité en Russie. On ajoutait que le sort de ces Polonais inquiétait le gouvernement polonais de Londres... »*

*Ayant lu cet article, je me suis rappelé Kozie Gory dont le mystère continuait de m'inquiéter. Je suis allé voir le traducteur Voss<sup>1</sup> employé par la Geheime Polizei à Gniezdovo et je lui ai dit : "Sikorski cherche ses officiers en Sibérie alors qu'ils reposent ici, abattus à Kozie Gory." Le traducteur n'a pas réagi et a passé la chose sous silence. Irrité, j'ai ajouté en partant : "Si cette affaire vous intéresse, je suis prêt à y aller pour creuser la terre." Le traducteur ne m'a pas répondu.*

---

<sup>1</sup> Voss est secrétaire de la police locale allemande. Krivozertsov l'assimile à un « traducteur », d'où la présence de deux traducteurs dans sa déposition. Krivozertsov amalgame aussi, en les confondant, la Geheime Staatspolizei et la Feldgendarmarie.

## KATYN

*Une semaine ou deux plus tard, mon beau-frère Ivan est venu me dire que je devais me présenter le lendemain chez le traducteur pour l'accompagner dans un déplacement.*

*À la date prévue, le 18 février 1943, me semble-t-il, je me suis présenté au bureau de la GFP à Gniezdovo. On m'a dit de monter dans une charrette avec deux autres Russes du coin, Ivan Andreev et Gregor Vasilkov. Ce dernier était à l'Ordnung Dienst, alors qu'Andreev avait un emploi qui consistait à livrer des vivres aux Allemands. On avait chargé des pics et des pelles et nous sommes partis sans savoir où nous allions : on ne nous l'avait pas dit, laissant le champ libre à notre imagination. Le traducteur et un sous-officier allemand étaient partis devant à moto.*

*Ils nous attendaient tous les deux à l'entrée de Kozié Gory et ils nous ont ordonné d'aller dans la forêt. Nous nous sommes approchés de la datcha ; quelques Allemands s'affairaient autour du bâtiment. Le sous-officier arrivé avec le traducteur a appelé l'un d'eux et lui a posé une question. Celui-ci a fait comprendre par un geste qu'il ne savait rien. Le traducteur s'est alors tourné vers moi et a dit : "Des officiers polonais seraient enterrés ici. Où sont-ils ?" Nous avons répondu que nous ne le savions pas, ne connaissant pas l'emplacement des tombes. Andreev a dit que Kiselev devait le savoir, lui qui habitait tout près de Kozié Gory. Le traducteur a demandé qu'on l'appelle et j'ai couru le chercher. Quand je suis entré dans son isba, Kiselev dormait sur le poêle. Apprenant de quoi il s'agissait, il a mis sa peau de mouton et m'a suivi. Quand nous arrivions sur la route, il a dit : "Des Polonais les ont déjà déterrés." J'ai répondu : "Des Polonais les ont déterrés et maintenant nous le ferons à notre tour." Le vieux a dit : "Il aurait fallu le faire il y a longtemps, cela pèse comme un péché sur l'âme."*

*Sur la route nous avons rencontré les Allemands et mes compagnons. Kiselev nous a conduits dans une certaine partie de la forêt et dit : "Ils sont là." Ce qu'il nous a montré était l'une des plus grandes fosses. On pouvait la distinguer car les bords en étaient affaissés. D'ailleurs elle était camouflée par des arbres abattus et de jeunes pins plantés depuis peu.*

*Nous avons commencé à creuser en nous relayant. Entre-temps Kiselev parlait avec le traducteur. Alors que nous nous*

## 1943 – Une tragédie inopportune

*relayions, j'ai vu une petite croix plantée sur la tombe et j'ai demandé à Kiselev ce que c'était. Kiselev a répondu : "Ce sont des Polonais qui l'ont mise là... là-bas il y en a une autre", a-t-il ajouté faisant un geste dans une autre direction. J'ai vu une autre croix, plus grande<sup>2</sup>. Quand nous avons creusé un trou de la profondeur d'un homme, Andreev, qui se tenait sur le bord, a dit : "Cela sent." Vasilkov, qui était au fond de l'excavation, a dit qu'il devait y avoir quelque chose car la terre était noire. Le sol à Kozie Gory est sablonneux et argileux, mais, en effet, il était noirâtre au fond du trou. Vasilkov ne pouvant plus supporter l'odeur, j'ai sauté dans le trou et rejeté la terre noire, découvrant un cadavre en manteau. Ma pelle a grincé sur quelque chose, je me suis baissé et j'ai ramassé un bouton métallique avec un aigle dessus. Je l'ai montré au traducteur et mis dans ma poche. Nous avons laissé l'excavation ouverte et sommes rentrés.*

*À Gniezdovo nous avons retrouvé Voss qui y était arrivé en voiture. Voss parlait à haute voix avec les Allemands, puis s'est adressé à nous. Je lui ai montré le bouton trouvé dans la tombe. Il l'a examiné et nous a ordonné de retourner immédiatement à Kozie Gory.*

*Une fois sur place, Voss a examiné l'endroit et ordonné d'élargir le trou. Lorsque nous avons déterré les cadavres, il nous a demandé de maintenir une tête sur la pelle, l'a examinée, puis nous a dit de la remettre dans la tombe, de la recouvrir de terre et de rentrer à Gniezdovo.*

*À Gniezdovo, Voss nous a quittés et nous sommes rentrés pour dresser un procès-verbal. Vasilkov s'est senti gêné et n'a pas voulu faire de déposition, alors on l'a renvoyé chez lui. Moi et Andreev y sommes allés et nos brèves dépositions ont été recueillies par Gustav Ponka, un Autrichien de Vienne servant dans la Geheime Feldpolizei. Après avoir fait sa déposition, Andreev a hésité à la signer, mais il a fini par le faire, encouragé par moi.*

*À partir de la date de notre déplacement à Kozie Gory, les Allemands ont commencé à interroger soigneusement d'autres habitants de la région. Une ou deux semaines plus tard ils ont*

---

<sup>2</sup> Ces croix avaient été plantées par des cheminots polonais desservant les trains allemands sur la ligne Varsovie-Smolensk. Des paysans leur avaient appris l'existence dans le bois de Katyn d'un grand nombre de tombes de Polonais exécutés par le NKVD en 1940.

## KATYN

*réuni un grand nombre d'ouvriers et ont commencé à ouvrir les tombes d'une manière organisée. »<sup>3</sup>*

**Smolensk. Février 1943.** Le 537<sup>e</sup> régiment allemand de transmissions, stationné à l'ouest de Smolensk, annonça, par télétype, qu'une patrouille de police allemande avait découvert un charnier contenant les corps d'officiers polonais.

*« Il était difficile d'en déterminer le nombre, qui s'élevait certainement à plusieurs milliers. Les morts portaient de hautes bottes de cuir et des ceinturons de cuir et ils étaient décorés, pour la plupart, de la Croix des Braves. Chaque homme avait été tué d'une balle dans la tête. Les victimes avaient été enterrées dans des fosses creusées en territoire soviétique, mais les balles qui les avaient abattus étaient de fabrication allemande. »<sup>4</sup>*

**Berlin. 9 avril 1943.** Extrait du journal de Goebbels, ministre allemand de la Propagande.

*« Des charniers contenant des cadavres de Polonais ont été découverts près de Smolensk. Les Bolcheviks ont purement et simplement abattu quelque 10 000 prisonniers polonais qu'ils ont ensuite enterrés dans des fosses... »<sup>5</sup>*

**Berlin. 13 avril 1943.** 9h 15, heure de New York. Émission de Radio-Berlin.

*« Nous avons reçu une dépêche de Smolensk nous informant que les habitants du pays ont indiqué aux autorités allemandes un endroit où les Bolcheviks avaient organisé des exécutions secrètes massives et où 10 000 officiers polonais avaient été assassinés par la Guépéou. Les autorités allemandes se sont donc rendues à un endroit appelé Kozie Gory, une station climatique située à 10 kilomètres à l'ouest de Smolensk, où une découverte atroce a été faite. Il a été trouvé un fossé de 28 mètres sur 16 dans lequel*

---

<sup>3</sup> Cf. *Zbrodnia katynska w swietle dokumentow (Le Crime de Katyn à la lumière des documents)*, éd. Gryf, Londres, 1948, 1950, 1962, 1973, 1975, 1980. Quatre traductions : en français, 1949 ; en espagnol, 1952 ; en anglais, 1965 ; en italien, 1967..

<sup>4</sup> Cf. J.K. Zawodny, *Katyn : massacre dans la forêt*, éd. Stock, Paris, 1971.

<sup>5</sup> Cf. *ibidem* et microfilm du manuscrit dactylographié du journal, Université de Californie.

## 1943 – Une tragédie inopportune

*étaient empilés en douze couches les cadavres de 3 000 officiers polonais. Ces officiers étaient vêtus de leurs uniformes, certains étaient ligotés, tous avaient des blessures par balle dans la nuque. Il n'y aura aucune difficulté à identifier ces cadavres car, grâce à la nature du terrain, ils sont complètement momifiés et les Russes ont laissé sur eux tous leurs papiers personnels. Il a été établi dès aujourd'hui que le cadavre du général Smorawinski, de Lublin, a été découvert parmi ceux d'autres officiers assassinés. Ces officiers se trouvaient précédemment dans un camp à Kozielsk près d'Orel; en février et mars 1940 ils avaient été amenés en wagons à bestiaux jusqu'à Smolensk. De là, ils avaient été transportés en camions à Kozie Gory où ils furent assassinés par les Bolcheviks. La recherche d'autres charniers se poursuit. De nouvelles couches de cadavres se trouvent encore sous celles déjà découvertes. On pense que le nombre total d'officiers assassinés se monte à 10 000, ce qui représenterait l'ensemble des officiers polonais faits prisonniers par les Russes. Les correspondants de journaux norvégiens qui se trouvaient sur les lieux ont eu la possibilité de vérifier les preuves du crime, et ont aussitôt envoyé des dépêches à leurs journaux d'Oslo. »<sup>6</sup>*

**Moscou. 15 avril 1943.** 7h 15, heure locale. Émission de Radio-Moscou.

*« Depuis deux ou trois jours, les spécialistes de la calomnie de Goebbels diffusent de viles inventions, prétendant que les autorités soviétiques auraient procédé à une exécution massive d'officiers polonais dans la région de Smolensk, au printemps de 1940. En lançant ces monstrueuses calomnies, les canailles germano-fascistes n'ont pas reculé devant les mensonges les plus bas et les plus ébontés, dans leur tentative de masquer des crimes commis, comme il est maintenant devenu évident, par eux-mêmes.*

*Les rapports germano-fascistes sur ce sujet ne permettent plus le moindre doute quant au sort tragique des anciens prisonniers de guerre qui, en 1941, étaient affectés à des travaux de construction dans les régions de l'ouest de Smolensk.*

---

<sup>6</sup> Cf. Henri de Montfort, *Le Massacre de Katyn*, éd. La Table Ronde, Paris, 1966. Traduction du texte intégral.

*Il ne fait aucun doute que les diffamateurs au service de Goebels essaient maintenant par des mensonges et des calomnies de masquer les crimes sanglants des gangsters hitlériens. Dans l'édification maladroite de leur mensonge sur les nombreuses tombes que les Allemands auraient soi-disant découvertes près de Smolensk, les menteurs hitlériens citent le village de Gniezdovo. Mais en vrais escrocs qu'ils sont, ils taisent le fait que c'est près de ce village de Gniezdovo qu'ont été faites les découvertes archéologiques des cimetières historiques de Gniezdovo. »<sup>7</sup>*

**Italie. 15 avril 1943.** 19h. Télégramme du général Anders, commandant en chef de l'Armée polonaise luttant aux côtés des Alliés occidentaux, au gouvernement polonais en exil à Londres.

*« Dès ma libération de prison (la prison russe de Loubianka) j'ai essayé de retrouver mes soldats de Starobielsk, Kozielsk et Ostachkov. J'ai toujours reçu des réponses évasives des autorités soviétiques. Le Commandant en chef, le général Sikorski, au cours de sa visite à Moscou, en appela personnellement à Staline : il lui fut répondu que les prisonniers polonais avaient dû s'évader. Pour ma part, pendant tout le temps de mon séjour en URSS j'ai fait, pour découvrir quelques informations sur leur sort, les plus grands efforts auprès des autorités soviétiques et auprès de Staline lui-même. J'ai envoyé des gens à leur recherche dans toutes les directions. Au cours d'entretiens privés, quelques-uns des hauts fonctionnaires soviétiques déclarèrent qu'une "erreur fatale" avait été commise dans cette affaire. Nous reçûmes l'information que certains de nos officiers avaient été volontairement noyés dans l'océan Arctique. Mais il est très possible que ceux qui ont été emmenés de Kozielsk aient été assassinés près de Smolensk. Un certain nombre de noms donnés par la radio allemande figurent dans mes dossiers. C'est un fait que pas un seul des 8 300 officiers des camps de Kozielsk et de Starobielsk ainsi que des 1 000 sous-officiers et policiers civils et militaires du camp d'Ostachkov n'a rejoint notre armée. Malgré nos très grands efforts nous n'avons reçu aucune nouvelle à leur sujet. Depuis longtemps nous avons*

<sup>7</sup> Cf. *ibidem*, traduction du texte intégral.

## 1943 – Une tragédie inopportune

*la conviction profonde qu'aucun d'entre eux n'est vivant et qu'ils ont été assassinés de propos délibéré. Malgré cela l'annonce de la découverte allemande a produit une très forte impression et a provoqué la plus profonde indignation. Je tiens pour nécessaire une intervention du gouvernement dans cette affaire dans le but d'obtenir des explications officielles des Soviétiques, d'autant plus que nos soldats sont persuadés que ceux des nôtres qui restent en URSS seront également exterminés. »<sup>8</sup>*

### **Italie. Avril 1943.** Réaction du capitaine Joseph Czapski.

*« Pour nous, qui avons recherché ces mêmes hommes depuis 1941, pour moi qui avais supplié tous les grands dignitaires soviétiques que j'avais pu atteindre de nous fournir des lumières sur la disparition de ces hommes et qui n'en avais reçu que des réponses ambiguës et évasives – Katyn ne fut pas une surprise, mais la confirmation d'une certitude. Toutes nos recherches ne pouvaient être que vaines... »*

*Après la découverte du meurtre de Katyn, chacun de nous voit de plus en plus clairement le danger mortel auquel notre pays est exposé des deux côtés à la fois. »<sup>9</sup>*

### **Afrique. Avril 1943.** Réaction du colonel Okulicki<sup>10</sup>.

*« ... Soudain, apparut à l'entrée de la tente un motocycliste couvert de poussière jusqu'au casque. Il salua et claqua des talons. – Mon colonel, un courrier de l'état-major à remettre en mains propres, dit-il, tendant une enveloppe jaune. – Bien, merci, allez aux cuisines boire quelque chose, dit Okulicki, signant le reçu et contrôlant la colère qui montait en lui contre un ordre, probablement insensé, de Quizil-Rabat. Comme s'il n'avait pas assez d'ennuis avec les soldats malades, le manque d'officiers, les préparatifs... »*

<sup>8</sup> Cf. *ibidem*, traduction du texte intégral.

<sup>9</sup> Cf. Joseph Czapski, *Terre inhumaine*, éd. L'Âge d'homme, réédition, Lausanne, 1978.

<sup>10</sup> Colonel Okulicki. Parachuté en Pologne. Adjoint du cdt en chef de l'AK. À la capitulation de l'Insurrection de Varsovie devient commandant en chef de la Résistance. Attiré, avec 15 autres dirigeants de l'AK, dans un guet-apens par les autorités soviétiques, sous prétexte de pourparlers polono-soviétiques, il est emmené à Moscou et jugé en juin 1945. Se comporte héroïquement pendant le procès, est condamné à 10 ans de prison, où il meurt en 1946.

## 1920-1939

# L'HISTOIRE DU MASSACRE

En août 1920, les Polonais remportaient la victoire sur les Bolcheviks, qui avaient poussé leur offensive jusqu'à Varsovie. Le « *miracle sur la Vistule* », la contre-offensive polonaise qui repoussa l'Armée rouge de 500 km vers l'est, le traité de Riga, le 18 mars 1921 – cela fut la première et la seule défaite militaire de l'Union soviétique. Un certain nombre des officiers polonais assassinés à Katyn étaient les artisans et les soldats de cette victoire.

Pourtant, Pilsudski, souvent accusé de russophobie, avait entrepris des pourparlers secrets avec Lénine, dès la guerre civile russe en 1919-1920, et il avait refusé l'appui polonais aux généraux russes blancs, Denikine, Youdenitch, Koltchak, qui ne reconnaissaient pas l'indépendance de la Pologne.

Cependant, Pilsudski avait pour son pays, face à l'Union soviétique d'une part et à l'Allemagne de l'autre, un projet fédéraliste, qui ne fut malheureusement pas soutenu. Dans ce projet, la Pologne n'aurait plus de frontières communes avec la Russie, mais avec l'Ukraine, la Biélorussie et la Lithuanie fédérées avec elle. Pilsudski entrevoyait une fédération de la Pologne avec ces pays tampons, projet inacceptable pour la Russie soviétique, qui avait, de son côté, l'intention d'annexer un jour ce qu'elle considérait comme partie intégrante de son empire depuis qu'elle s'était emparée de cette partie de la Pologne.

Après le manifeste de Pilsudski aux citoyens du grand-duché de Lithuanie, l'alliance du dirigeant polonais et de l'ataman ukrainien Petliura était le premier pas vers la fédération, passant par l'accord

du 21 avril 1920, qui engageait Pilsudski à aider l'Ukraine à conquérir son indépendance. C'est ainsi que l'Armée polonaise, faisant face à l'avancée de l'armée bolchevique portant la révolution à l'ouest et voulant passer « sur le cadavre de la Pologne », entre à Kiev le 7 mai, puis qu'elle se replie vers Varsovie en même temps que la 6<sup>e</sup> Division ukrainienne, lorsque Toukhatchevsky et Boudienny entreprennent leur offensive, le 4 juillet 1920.

La paix de Riga est un compromis boiteux, où Lénine laisse à la Pologne des terres qu'il est bien décidé à récupérer plus tard, et où Pilsudski enterre le seul projet qui eût pu, peut-être, garantir l'équilibre des forces dans cette partie de l'Europe, en y créant une fédération puissante de nations aux intérêts concordants au lieu d'une Pologne affaiblie par 28 % de minorités nationales, agitées par des agents de Moscou et traitées par Varsovie avec méfiance. Source de ferment, de haine et de désunion.

En 1921, la Pologne se donne une Constitution démocratique « à l'occidentale », alors qu'à l'Est le pouvoir communiste « byzantin » s'édifie dans l'enthousiasme et la terreur sur des millions d'individus assujettis ou liquidés au nom de l'idéologie et de l'État, et qu'à l'Ouest l'Allemagne défaite, ruinée, humiliée, porte en germe la folie meurtrière de *Mein Kampf*.

En 1922, l'ombre de l'entente germano-soviétique se dresse à Rapallo où les représentants des deux pays signent leur premier accord visant les vainqueurs de 1914-1918.

Pilsudski, retiré en 1923, reprend le pouvoir le 12 mai 1926, par un coup d'État destiné à « assainir » la situation en Pologne où le président Narutowicz a été assassiné et où se déchaînent des luttes partisans. Il est soutenu par la gauche, y compris par le petit parti communiste, dans l'illégalité depuis 1920 pour l'appui qu'il avait donné à l'envahisseur soviétique.

Le maréchal Pilsudski gouverne la Pologne de manière autoritaire. En politique extérieure, il tente de mener une politique d'équilibre, s'appuyant sur une alliance avec la France (1921) et un accord avec les pays baltes et la Roumanie (1929), mais prenant soin aussi de signer un pacte de non-agression avec l'URSS (1932) et le même pacte de non-agression avec l'Allemagne (1934), après que la France eut repoussé sa proposition de faire une guerre

préventive à Hitler, en 1933<sup>1</sup>. Assez curieusement, le maréchal soviétique Toukhatchevsky défendra, lui aussi, en 1936, le projet de guerre préventive contre l'Allemagne hitlérienne. Il ne sera pas davantage écouté des Occidentaux et il finira par le payer de sa vie en 1937, sur ordre de Staline et avec l'aide des Services secrets allemands, en même temps que le colonel Putna, attaché militaire à Varsovie, accusé « *d'espionnage au profit de la Pologne* », un groupe de généraux et 35 000 officiers de l'Armée rouge. L'élite des officiers supérieurs de l'Armée rouge est ainsi décapitée à l'approche de la Seconde Guerre mondiale.

Pilsudski meurt le 12 mai 1935. Le gouvernement de Varsovie assiste, dans la deuxième moitié des années 1930, à un rapprochement soviéto-germanique plus redoutable que celui de Rapallo, et ne se montre pas toujours à la hauteur, comme lorsqu'il fait entrer ses troupes en Tchécoslovaquie en 1938. Le 28 novembre 1938, le ministre des Affaires étrangères, Jozef Beck, obtient cependant la signature d'une déclaration commune polono-soviétique confirmant le pacte de non-agression de 1932 et le protocole du 5 mai 1934 prolongeant ce pacte jusqu'au 31 décembre 1945. Mais, dès janvier 1939, les événements se précipitent :

- 1<sup>er</sup> janv. 1939    Pendant la réception du Nouvel An, Hitler s'adresse à l'ambassadeur d'URSS à Berlin (pour la première fois depuis 1934). Ce fait est rapporté à Beck par Ribbentrop pendant sa visite à Varsovie le 29 janvier.
- 10 mars        Devant le XIX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Staline déclare: « L'URSS peut s'entendre avec chaque État, indépendamment de son régime » (les commentaires indiquent qu'il s'agit de l'Allemagne).
- 17 avril        L'ambassadeur d'URSS à Berlin, Merekalov, déclare que les relations germano-soviétiques peuvent être « normales » et « s'améliorer davantage ».
- 28 avril        Discours d'Hitler qui dénonce le pacte germano-polonais de non-agression à cause de la déclaration britannique garantissant l'intangibilité des frontières polonaises vis-à-vis de l'Allemagne. Pour la première fois, Hitler n'attaque pas l'Union soviétique.

---

<sup>1</sup> Cf. A. Viatteau, « Et si l'Europe avait écouté Jozef Pilsudski?... », [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), mai 2005 et A. Viatteau, « Pilsudski et Sikorski dans le contexte franco-polonais et européen », in I. Davion, J. Kloczowski et G.-H. Souton (dir.), *La Pologne et l'Europe*, Paris, éd. PUPS, 2007.

## 1920-1939 – *L'histoire du massacre*

- 3 mai Litvinov est remplacé aux Affaires étrangères par Molotov. Celui-ci déclarera le 20 mai à Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, que les tractations économiques germano-soviétiques en cours « exigent des fondements politiques ».
- 7 mai À Moscou, Molotov félicite l'ambassadeur de Pologne, Grzybowski, du discours du ministre Beck où ce dernier a rejeté les revendications allemandes.
- 10 mai Vladimir Potemkine, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, rencontre à Varsovie Jozef Beck, chef de la diplomatie polonaise, et l'assure du soutien soviétique en cas d'agression allemande.
- 31 mai Devant le Soviet Suprême, Molotov note une amélioration des relations soviéto-polonaises en déclarant que « l'URSS s'opposera activement à toute agression ».
- 2 août Ribbentrop déclare à Berlin au représentant soviétique que « dans la région de la Baltique il y a assez de place et que les intérêts soviétiques peuvent ne pas se heurter aux intérêts allemands. L'on peut également se mettre d'accord quant aux destinées de la Pologne. »
- 14 août Vorochilov demande au général Doumenc et à l'amiral Drax l'autorisation formelle et directe des gouvernements polonais et roumain à l'entrée de l'Armée soviétique sur les territoires de ces pays (comme des pays baltes, d'ailleurs, en cas de menace de l'Allemagne). Les cinq pays en question s'y opposent. L'accord du général français Doumenc « au nom de la Pologne » n'est pas pris en considération par Vorochilov. Ainsi se terminent, le 21 août, les travaux des Commissions française, britannique et soviétique.
- 14 août Hitler propose à Staline une visite de Ribbentrop à Moscou.
- 15 août Molotov répond positivement.
- 19 août Signature du traité commercial germano-soviétique à Berlin.
- 22 août La presse de Moscou annonce l'arrivée de Ribbentrop (sans donner la date).
- 23 août Ribbentrop arrive et signe le soir même le pacte germano-soviétique avec un protocole secret sur la délimitation des zones d'influence. Ce protocole place la Finlande, l'Estonie et la Lettonie dans la zone soviétique, ainsi que la Bessarabie, alors roumaine. La Lithuanie est placée dans la zone allemande. L'essentiel demeure le partage de la Pologne en deux zones selon la ligne Narew-Vistule-San. Le 28 septembre, un nouveau protocole élargira vers l'est la zone polonaise de l'Allemagne, plaçant, en contrepartie, la Lithuanie en zone d'influence soviétique.

Revenons un peu en arrière. Le 17 septembre 1939, l'Armée polonaise fait encore front, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, à l'avance allemande. Les Soviétiques vont porter le coup de grâce à cette résistance en envahissant la Pologne. Ce jour-là, en effet, l'Armée rouge

franchit la frontière russo-polonaise au cri de: « *Na Germantza* » (sus aux Allemands). Après quelque hésitation, elle est même, par endroits, accueillie avec joie par la population et l'administration polonaise. « *On partagea le pain et on leur offrit des pommes* », raconte un témoin. Mais, dès le lendemain, quand ce n'est pas le jour même, l'équivoque est levée: les détachements spéciaux du NKVD arrivent sur les arrières des troupes soviétiques. Les Polonais sont encerclés, attaqués, puis désarmés. Aussitôt, le NKVD arrête massivement soldats, officiers, intellectuels et civils polonais. Le quatrième partage de la Pologne – entre Hitler et Staline – vient de commencer. À la fin de la guerre, la Pologne aura perdu 6 028 000 citoyens tués par les Allemands et plus de 1 500 000, victimes des Soviétiques, entre le 17 septembre 1939 et 1947.

L'Armée rouge elle-même, sous les ordres du maréchal Timochenko, ne se comporta pas toujours conformément aux traditions militaires, ainsi qu'en ont témoigné les soldats et officiers polonais survivants. À titre d'exemple, la capitulation de Lwow ou la bataille de Grodno en témoignent. Lwow résista dix jours aux Allemands avant d'être prise en tenaille par les deux armées nazie et bolchevique. L'Armée rouge envoya des émissaires au général Langner, commandant de la ville, et promit de laisser passer les militaires polonais désarmés en Roumanie ou en Hongrie. Lwow capitula le 22 septembre, les quelques milliers de Polonais furent faits prisonniers et envoyés en URSS. En décembre 1939, 2 000 autres officiers, essentiellement de réserve, arrêtés par le NKVD dans la ville sous administration soviétique, furent encore déportés en Russie.

Ce fut le même drame à Grodno, accompagné d'une véritable sauvagerie: le général Olszyna-Wilczynski dut capituler et alla, semble-t-il, au devant des troupes soviétiques. À Sopeckinie, il « *fut arraché du siège de sa voiture, placé contre une porte de grange et abattu par balles* », alors que de la crosse d'un fusil on fracassa la tête de son adjudant<sup>2</sup>.

Dans la ville, on massacra des lycéens et 130 élèves sous-officiers, attachant l'un d'eux à un tank et le traînant, la tête contre le pavé. Selon les sources soviétiques, on tua quelques centaines

<sup>2</sup> Cf. J.K. Zawodny, *op. cit.*, et *Zbrodnia katyńska...*, *op. cit.*

d'officiers<sup>3</sup>. Il semble que les principaux massacres aient été le fait des troupes spéciales du NKVD mais aussi de l'armée :

À Rohatyn, « l'Armée soviétique entra dans la ville aux environs de 16 h et ce furent tout de suite une boucherie et des bestialités qui durèrent toute la journée. On massacrait non seulement les policiers et les militaires, mais aussi la "bourgeoisie", y compris des femmes et des enfants... L'Armée rouge avait organisé des guets-apens pour capturer les petits détachements de soldats ou les officiers polonais isolés, que l'on déshabillait, battait et fusillait. On attachait, par exemple, un soldat à un cheval et on le traîna sur les bords caillouteux du Stryj jusqu'à ce qu'il n'en restât que des lambeaux. »<sup>4</sup>

Certains des prisonniers de guerre déportés en URSS gardèrent de leur marche vers la Russie un souvenir macabre :

« ... On nous fit faire des marches forcées de 30 km sans nous reposer, ni boire. Les plus faibles recevaient un coup de crosse qui les faisait tomber. S'ils ne pouvaient se relever, ils étaient transpercés d'un coup de baïonnette. J'ai vu cela quatre fois. Je me rappelle parfaitement que le capitaine Krzeminski de Varsovie reçut à terre quelques coups de baïonnette et qu'un autre soldat soviétique lui tira deux balles dans la tête. »<sup>5</sup>

Le maréchal Timochenko n'en lança pas moins un appel aux soldats polonais :

« ... Liquidez vos officiers et généraux. N'écoutez pas leurs ordres. Chassez-les de votre terre. Passez tranquillement chez nous, chez vos frères de l'Armée rouge. Ici vous serez l'objet d'attentions et de soins... »<sup>6</sup>.

Cet appel ne fut pas écouté du tout.

En toute objectivité, il faut constater que, dans certains cas, l'Armée rouge laissa repartir chez eux de simples soldats, que des

---

<sup>3</sup> Cf. *ibidem.* et « Obrona Grodna », in *Tygodnik Powszechny*, 17 septembre 1989.

<sup>4</sup> Cf. *ibidem.*

<sup>5</sup> Cf. *ibidem.*

<sup>6</sup> Cf. *ibidem.*

## KATYN

officiers déguisés en hommes de troupe réussirent plus souvent à survivre à la déportation, et que dans d'autres cas, des officiers de l'Armée rouge se comportèrent parfaitement à l'égard des officiers polonais captifs, tel un jeune commandant de division russe qui fit prisonnier le capitaine Bychowiec, plus tard l'un des premiers appelés à quitter Kozielsk pour... Katyn<sup>7</sup>.

Le 22 septembre 1939, l'Armée allemande victorieuse et l'Armée soviétique défilent à Brest-Litowsk devant les généraux Guderian et Krivocheïne. Un climat germanophile – voire philonazi – règne en Union soviétique : on se souvient du toast que Staline porta à Hitler devant Ribbentrop : « *Je sais combien la nation allemande aime son Führer, j'aime donc boire à sa santé.* » Cela dure jusqu'en juin 1941 : Staline livre à la Gestapo les communistes allemands réfugiés en Union soviétique (Margarete Buber-Neumann a laissé son poignant témoignage de la remise par le NKVD de communistes allemands à la SS dans le chapitre final de son livre *La Révolution mondiale*, Paris, Casterman, 1971) ; la Wehrmacht s'approvisionne en pétrole et en matières premières soviétiques et en celles que l'URSS puise des territoires occupés en Pologne. Après la débâcle française de mai-juin 1940, les chars allemands, ravitaillés en essence soviétique, s'engagent sur les Champs-Élysées.

Joseph Czapski a raconté comment la presse soviétique d'alors « *relatait avec un empressement et une satisfaction qui perçaient à chaque ligne, l'effondrement de la France et les succès des armées allemandes* »<sup>8</sup>. Il ajoutait qu'on avait distribué les journaux de Moscou à quelques dizaines de prisonniers de Starobielsk pendant leur transfert à Griazovietz, en mai 1940.

Dans sa préface au livre d'Alexandre Nekritch, *L'Armée rouge assassinée*, Georges Haupt écrivait : « *Staline voulait-il simplement gagner du temps ? Ou pensait-il aller plus loin et transformer le pacte de non-agression en un pacte d'amitié ? C'est la question que la lecture du livre de Nekritch suggère, sans y répondre.* » Du

---

<sup>7</sup> Cf. *ibidem*.

<sup>8</sup> Cf. Joseph Czapski, *Terre inhumaine*, op. cit. Cf. Bronislaw Mlynarski, *The 79<sup>th</sup> Survivor*, Londres, éd. Bachman and Turner, 1976.

1946-2006

LE SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE  
DU PROCÈS DE NUREMBERG,  
OU COMMENT MOSCOU INCLUT  
KATYN DANS LES CRIMES DE GUERRE,  
CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ  
ET GÉNOCIDES

Le 18 octobre 1945, le Comité des procureurs généraux du procès de Nuremberg réuni à Berlin rendait donc public l'acte d'accusation contre les nazis criminels de guerre au nom de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis et de l'Union soviétique. Le point 3, C, 2 concernait, parmi d'autres crimes de guerre, le massacre de Katyn dont le vainqueur soviétique chargeait le vaincu nazi.

On lisait dans l'acte d'accusation : « *En septembre 1941, 11 000 officiers polonais prisonniers de guerre furent assassinés dans la forêt de Katyn près de Smolensk.* » La version avait changé brusquement depuis la réunion d'août 1945, à Londres, où les Soviétiques mentionnaient 945 victimes polonaises : « *petite erreur* » due au fait que la Commission soviétique de l'académicien Bourdenko avait déterré, en janvier 1944, 945 cadavres seulement sur les 4 143 exhumés et expertisés en avril-juin 1943 par les Commissions allemande, internationale et polonaise de la Croix-Rouge, cette dernière infiltrée par la Résistance polonaise de l'Armée

de l'Intérieur (Armia Krajowa, AK sous les ordres du gouvernement polonais en exil à Londres et du Commandement des Forces armées polonaises, faisant partie des Forces armées alliées anglo-saxonnes).

Le procureur général, chef de la délégation soviétique à Nuremberg, K. P. Gorchenine, n'était pas au courant du changement de chiffre, car il était à Moscou, et il s'effraya du saut quantitatif aussi nonchalamment introduit dans les actes du procès pour coller au chiffre (d'ailleurs erroné) lancé en 1943 par les Allemands, qui pensaient qu'à Katyn avaient été exterminés tous les gradés polonais disparus, dont 2/3 avaient en réalité été assassinés ailleurs. (On a réussi à localiser, examiner, exhumer et sauvegarder sous forme de cimetières ces autres charniers à partir de 1990, à la demande pressante de la Pologne libérée du régime communiste soviétique et avant le durcissement du Kremlin.)

Les procureurs occidentaux de Nuremberg, conscients de ces obscures manipulations, et connaissant somme toute la vérité sur les coupables, essayèrent de dissuader les Soviétiques de se compromettre en rappelant Katyn, qu'on avait plus ou moins réussi à étouffer dès 1943. Mais Moscou avait décidé d'utiliser le tribunal de Nuremberg pour parachever, en le légalisant, le camouflage de ce crime communiste en crime nazi. C'était l'époque où Staline disait à Boleslaw Bierut, dirigeant du parti communiste polonais, dont la Sécurité politique et militaire recevait l'« aide » initiative du NKVD: « *Nous sommes assez forts pour imposer à l'Occident que  $2 \times 2 = 16$ .* »

Les Alliés occidentaux, quant à eux, voulaient surtout éviter que l'on sût, pour reprendre les termes d'un rapport britannique sous scellés depuis 1945 et rendu public le 9 juin 1995 seulement, que Londres avait pour ligne officielle, à l'époque de la découverte de Katyn, de prétendre délibérément qu'il s'agissait d'une « *machination* » : « *C'est manifestement la meilleure attitude qu'il convient d'adopter [...] toute autre position aurait été détestable pour l'opinion publique, car elle aurait induit que nous étions alliés à une puissance coupable du même type d'atrocités que l'Allemagne.* »

Il semble que les accusateurs soviétiques eux-mêmes, à Nuremberg, n'aient pas été enchantés de devoir s'embarquer dans cette affaire, avec pour tout bagage le rapport monté par la Commission Bourdenko et le NKVD (rendons cette justice à Bourdenko, que sur son lit de mort, il avoua n'avoir jamais douté de la culpabilité du NKVD). L'un des rédacteurs supposés du rapport romancé de la Commission soviétique à Katyn, en 1944, l'écrivain communiste Alexeï Tolstoï, fut envoyé comme journaliste au procès de Nuremberg. Il put donc voir de tout près comment la fiction mensongère ne peut, tout de même, franchir les bornes de la justice et du droit.

Les 13 et 14 février 1946, le procureur militaire soviétique Pokrovsky accusa les Allemands du crime de Katyn. Ce qui attira l'attention des observateurs, et attire tout autant l'attention des historiens, c'est que l'accusation fut formulée par les Soviétiques de Moscou, et non par les Polonais communistes de Varsovie. Car c'est bien pour Moscou que l'affaire était vitale, et pour ses relations avec l'Occident, censé légaliser les prises de guerre soviétiques, mais aussi les rapines héritées du pacte Ribbentrop-Molotov. Même les communistes polonais n'étaient pas assez « purgés », assez « sûrs », ni assez convaincus, pour parler de Katyn à Nuremberg. L'Occident, en échange, écarta de Nuremberg les Alliés polonais, de Londres et de la Résistance, mais surtout les rescapés du Goulag de l'Armée du général Anders, combattants du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Italie, vainqueurs de Monte-Casino, c'est-à-dire les victimes du crime.

Rappelons que 78 % des généraux capturés par trahison par l'Armée rouge et le NKVD, en pleine bataille contre les Allemands, ont été assassinés en URSS au moment où celle-ci était l'alliée du III<sup>e</sup> Reich, en 1939-1941. Seulement 3 % des officiers polonais prisonniers de guerre en URSS ont survécu, alors que 97 % des officiers polonais prisonniers de guerre en Allemagne ont survécu. La comparaison était certes délicate à établir au procès de Nuremberg.

Les Occidentaux avaient pleinement raison de suggérer que les crimes nazis étaient suffisamment atroces pour faire condamner les accusés, sans évoquer le massacre de Katyn, trop explosif. Malgré

cela, les Russes décidèrent de charger les Allemands. Lorsque le procureur soviétique évoqua Katyn dans l'acte d'accusation, à l'ouverture du procès, les délégués britannique et américain protestèrent, mais le procureur général américain jugea que si les Soviétiques « *pouvaient prouver le bien-fondé de l'accusation, ils en avaient le droit* ». Cependant, la seule preuve que produisirent les Soviétiques, ce fut leur propre rapport d'enquête, à l'exclusion de tous les autres, accablants pour eux. Or, *Nemo iudex in causa sua*, proclame le droit romain – personne ne peut être juge dans une affaire qui le concerne. Les Soviétiques étaient accusés au même titre que les Allemands nazis du crime de Katyn. Ils l'étaient de surcroît par les représentants des victimes polonaises de cette armée d'Alliés vainqueurs, mais sacrifiés, dont les magistrats militaires n'avaient pas été admis à siéger au procès. Pourtant, les Soviétiques s'érigèrent en juges.

Force est de constater que le tribunal de Nuremberg a mis sous le boisseau toute une documentation accessible, voire en sa possession, sur la complicité de crime de guerre soviéto-nazi inscrite dans le protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov : « *Aucune des deux parties ne tolérera sur son territoire d'agitation polonaise [résistance – AV] susceptible de pénétrer sur le territoire de l'autre. Chacune des parties liquidera sur son terrain les noyaux d'une telle agitation ; les deux s'informeront réciproquement des actions entreprises à cet égard.* »

Il en découle que les Allemands auraient dû être informés de Katyn, Kharkov, Tver et des autres massacres dans les prisons de Biélorussie et d'Ukraine occidentales, et d'ailleurs. Le gouverneur allemand de Cracovie, Hans Frank, dans le journal qu'il avait remis au tribunal, consignait les contacts de travail en matière de « *déplacement* » (déportation) et de « *pacification* » (répression et extermination) entre ses services et ceux du NKVD, à Cracovie et à Zakopane, pendant tout l'hiver 1939-1940. Des films et des rapports sur ces rencontres germano-soviétiques, y compris à Lwow et à Kiev, existaient pour avoir été fournis par la Résistance polonaise aux Alliés dès 1940. Hans Frank avait noté l'exclamation du général du NKVD Nabrachnikov, qui se tapait le genou avec ravissement à la vue des drapeaux soviétique et nazi

flottant ensemble (on les voit à l'image, croix gammée et faucille et marteau au vent) lors d'une de ces rencontres de travail : « *Les deux drapeaux, sehr gut, tous les deux bien rouges !* »

Il est possible et probable, en effet, que Berlin ait su que Moscou avait « *résolu le problème* » de l'Armée polonaise, défaite, mais toujours combattante, réorganisée à Paris, puis à Londres. Du 17 au 25 février 1948, le quotidien *Le Monde* d'Hubert Beuve-Méry publia une longue série d'articles et témoignages de l'ancien Premier ministre polonais du gouvernement en exil à Londres, le dirigeant de centre gauche, Stanislaw Mikolajczyk. Celui-ci écrivait :

*« Au printemps 1940, alors que Hitler et Staline étaient encore alliés, les Allemands décidèrent d'incorporer dans l'armée allemande 30 000 Ukrainiens qui s'étaient enfuis de la zone polonaise occupée par l'Armée rouge, et avaient traversé la ligne Ribbentrop-Molotov pour se réfugier dans la zone d'occupation allemande. Ils furent entraînés [par les Allemands] dans des camps à Krosno et près de Zakopane. Les Russes ne tardèrent pas à être au courant et protestèrent auprès de leur allié. À la suite d'un échange de notes, il fut décidé que les 30 000 Ukrainiens seraient échangés contre les officiers polonais détenus par les Russes. Mais, pour des raisons encore obscures, les Allemands, après avoir libéré les Ukrainiens, informèrent les Russes qu'ils renonçaient à réclamer les officiers polonais, ce qui éviterait leur transfert, ainsi que d'autres problèmes. »*

Mikolajczyk revenait sur ce point à propos du procès de Nuremberg et de son « *dénouement inachevé* » en ce qui concernait Katyn. Il était affirmatif en écrivant dans *Le Monde* : « *Je sais positivement qu'il existait entre les Allemands et les Russes un accord secret au terme duquel les Allemands allaient livrer aux Soviétiques 30 000 Ukrainiens en échange de nos officiers, et que les Allemands suggéraient aux Russes de supprimer nos hommes, car ils ne désiraient pas s'en encombrer.* »

C'est en effet ce que l'on supposait dans certains cercles de Genève, où ceux qui y avaient vécu en 1940-1945 se rappelaient avoir entendu les commentaires suivants : en Allemagne, au centre de l'Europe, sous le regard de la Croix-Rouge, la Wehrmacht

## LE SILENCE ET LA MÉMOIRE

### 1956-1959: Khrouchtchev, Gomulka et la décision du KGB

À l'époque où le XX<sup>e</sup> Congrès du PC d'Union soviétique marqué par le rapport de Khrouchtchev sur les crimes staliniens, suivi de la déstalinisation et de l'Octobre polonais faisait naître le premier espoir, à l'intérieur du camp socialiste, d'une possible décriminalisation du système et d'une certaine libéralisation, la Commission américaine avait déjà fourni les résultats d'une enquête minutieuse sur Katyn. Elle avait conclu, en se fondant sur des documents et des arguments inattaquables, à un assassinat perpétré par le NKVD. Les Alliés occidentaux de la Seconde Guerre mondiale n'avaient plus d'intérêts stratégiques et politiques à défendre au détriment de la vérité. Malgré les efforts soviétiques, l'affaire de Katyn ne devait plus se poser en termes de « mystère », mais en termes d'aveu et de pardon : les Soviétiques pouvaient-ils avouer ? Les Polonais pouvaient-ils pardonner ?

En octobre 1956, le bruit se mit à courir, à la prise du pouvoir par Gomulka, que la vérité allait être dite sur Katyn.

Et puis cette rumeur cessa. En 1957, sur le pont de Solférino à Paris, un membre du Comité central polonais confiait à la femme d'un autre membre du Comité central que Khrouchtchev avait proposé à Gomulka de révéler que Katyn avait été ordonné par Staline et Beria. Gomulka aurait refusé, craignant un éclat de haine populaire anti-soviétique en Pologne. Cette version, souvent entendue, semblait encore confirmée à demi-mot par le procureur général polonais Andrzej Burda, qui avait exercé ses fonctions de

## *Le silence et la mémoire*

1957 à 1961, et qui déclarait ceci dans une interview au *Tygodnik Powszechny* catholique, le 21 juin 1981 : « *Lorsqu'on a menti, il faut revenir sur le mensonge. Le camouflage est une solution à courte vue qui se paie cher. Gomulka avait la possibilité de révéler des affaires extrêmement importantes, mais il ne l'a pas fait par opportunisme.* »

L'historien polonais émigré, Krzysztof Pomian, se demande pour sa part quel intérêt Gomulka aurait eu à empêcher les Soviétiques de reconnaître leur crime. Il se souvient parfaitement d'une des premières entrevues qu'il eut, en compagnie de quelques autres personnes, avec Gomulka, à qui une question concernant Katyn était posée. Gomulka avait répondu ceci : « *Je ne sais pas très bien ce qu'il en est vraiment, mais les Soviétiques en ont tellement fait, qu'ils pourraient bien reconnaître ce crime-là dans la foulée. Cela ne pourrait qu'assainir les relations polono-soviétiques. Seulement, ils ne veulent rien entendre là-dessus.* »

Les deux versions ne s'excluent pas forcément. Peut-être Gomulka avait-il suggéré à Khrouchtchev d'avouer le meurtre de Katyn et s'était-il heurté à la protestation véhémement de ce dernier, qui revint sur son refus, alors que Gomulka avait déjà ses raisons pour vouloir classer l'affaire. Selon une rumeur polonaise, les partis communistes occidentaux et notamment le PCF ont fait pression sur Khrouchtchev et Gomulka, par Prague interposé, afin qu'ils ne reviennent pas sur la version soviétique stalinienne de Katyn, car les partis communistes européens s'étaient engagés très à fond dans la répercussion de la thèse du meurtre allemand.

Il est donc difficile de juger qui, de Gomulka ou de Khrouchtchev, a voulu, mais n'a pas osé, pour telle ou telle raison, reconnaître que Staline était coupable de la décision de faire liquider par le NKVD 25 700 officiers polonais et membres de la Résistance prisonniers de guerre. Or, les Soviétiques pouvaient d'autant plus facilement « renverser la vapeur », que Staline avait alors bon dos, et que le procureur Roudenko, celui-là même qui siégeait au tribunal de Nuremberg et accusait les Allemands du meurtre de Katyn, une fois nommé procureur général en URSS à la mort de Staline, était aussitôt chargé de requérir – selon toute vraisemblance à titre posthume – contre Beria, le chef du NKVD en 1940.

## KATYN

Il est certain que l'on a perdu ainsi, en 1956, la chance la plus réelle de cautériser une plaie profonde des relations polono-soviétiques. Tout facilitait à Moscou l'aveu, premier pas vers le pardon polonais, sauf peut-être la honte ou un calcul à long terme : la honte, à laquelle s'est longtemps ajouté, et s'ajoute encore dans certains cas, le profond malaise moral des Alliés occidentaux de la Pologne qui ont étouffé « *pour le bien de la cause* » la vérité sur la mort de « *ces hommes que rien ne pouvait ressusciter* » – cette complicité objective entre les Alliés et « *l'Allié de nos Alliés* » ayant longtemps été un assez sûr garant du silence gêné sur Katyn.

La décision soviétique a aussi reposé sur un calcul à long terme : dans la vie des nations et du monde, les ressentiments les plus douloureux s'effacent au bout d'un siècle et demi environ, pour ne devenir qu'une formule dans les manuels scolaires et les encyclopédies. Le tout est de faire durer assez longtemps la « bonne formule ». Dans cette optique, il fallait pour l'URSS rester affirmatif en ce qui concerne le « *crime allemand* » de Katyn. Quitte à ne pas convaincre. Mais, au moins, semer le doute : donner lieu à des textes faisant état de « *mystère* » et de « *deux versions* » ; donner lieu à des interprétations mi-figue, mi-raisin ; favoriser l'ignorance et l'inexactitude. La propagande soviétique a obtenu bien des succès dans cette voie, même depuis 1956, et notamment à la faveur de la coexistence pacifique et de la détente Est-Ouest. C'est ce calcul-là, de désinformation à long terme, que les archives secrètes de Moscou ont confirmé. Notamment le rapport du 3 mars 1959 du chef du KGB A. Tcherepnev à N. Khrouchtchev.

Le chef du KGB était opposé à toute révélation et vérité sur le crime de guerre commis à Katyn, Kharkov, Kalinine (Tver) et dans les caves des prisons, où, sur ordre de J. Staline et de tout le Politburo du PCUS, avaient été assassinés 25 700 officiers et résistants polonais aux envahisseurs nazis. S'il fallait toujours nier et mentir, c'est parce qu'il s'agissait, en effet, de massacres d'officiers et de combattants, non seulement polonais, mais alliés, au moment où l'URSS était complice active de l'Allemagne nazie.

*« Pour les organes soviétiques toutes ces affaires ne présentent ni intérêt opérationnel, ni valeur historique... » Au contraire,*

## *Le silence et la mémoire*

*un retour sur « cette affaire » [de Katyn – AV] « peut amener à déconspirer l'opération menée [il avoue donc que l'opération de liquidation physique a bien été menée – AV] avec toutes les conséquences pour notre gouvernement. D'autant plus que, dans le cas des fusillés dans le bois de Katyn, il existe une version officielle [la négation du crime – AV] confirmée, sur l'initiative des organes du gouvernement soviétique, par notre commission spéciale de 1944 concernant le crime des fascistes allemands contre les officiers polonais prisonniers de guerre... Les conclusions de notre commission sont fermement implantées dans l'opinion publique mondiale. »*

C'était, en effet, le cas à l'époque et pendant longtemps encore, tellement était puissante la propagande communiste soviétique, notamment en France jusque dans les années 1980.

On voyait ainsi, en Occident, même chez les meilleurs éditeurs et dans de bons ouvrages, des textes surprenant par la désinformation et l'ignorance sur Katyn.

### « Droite » ou « gauche » ?

Il fallait isoler les publications attribuant le crime de Katyn à l'URSS sous l'étiquette de « droite ». Cependant, lorsqu'on avance dans le temps, et dès 1956, on s'aperçoit d'un nouveau phénomène : la « gauche » aussi s'intéresse à l'injustice de Katyn. Ce n'est plus le « fascisme allemand » ou « l'impérialisme américain » ou « l'émigration réactionnaire », pour reprendre le vocable soviétique, qui revendiquent la vérité sur cette affaire, mais les partisans de l'Octobre polonais et, dans les années 1980, le mouvement social-chrétien, autant que national, dans « Solidarité ». Ce n'est pas un quotidien de droite, mais un journal socialiste (*Le Matin de Paris*), puis la revue de gauche *L'Histoire* au Seuil qui publièrent nos seuls articles parus dans la presse française à l'occasion du quarantième anniversaire du massacre.

Nous avons appris par hasard que ces articles avaient été discutés par un groupe de militants de gauche sud-américains à

Paris. L'un d'eux a raconté que la première explication de Katyn, il l'avait lue dans une brochure allemande et qu'il n'y avait pas cru. Mais la version du crime soviétique reprise par la presse de gauche l'avait convaincu ; lui et ses compagnons ont conclu à un meurtre du NKVD.

Par ailleurs, ceux des Soviétiques qui ont jamais entendu parler de Katyn ne sont pas très sensibles aux dénégations de leur propre propagande et à la version de celle-ci. Lorsque, dans les années 1960, un intellectuel catholique polonais connu demanda abruptement à un officier soviétique à la retraite rencontré à l'étranger : « *Alors, Katyn, c'est vous ?* », son interlocuteur répondit le plus gravement du monde : « *Oh, probablement oui, mais après tout, nous avons décapité notre propre Armée, qu'est-ce que Katyn à côté de cela ! On en a tué tellement...* » Au printemps 1982, une dissidente soviétique confiait à Moscou même : « *Katyn, c'est un crime soviétique, mais que les Polonais n'oublie jamais combien des nôtres sont morts aussi !* »

Contrairement à 1956, où le peuple soviétique et les peuples de l'Europe de l'Est – dont les adultes étaient nés et avaient été formés dans les systèmes d'avant-guerre – découvraient la dimension de la terreur et des exécutions staliniennes, l'aveu de Katyn ne devait plus être un tel choc dans les années 1980. Cela permettait-il d'espérer qu'une nouvelle chance serait offerte à l'aveu et au pardon ? Peut-être, mais à quelles conditions ?

– Si l'URSS juge, pour des raisons politiques et tactiques, qu'il est dans son intérêt de crever l'abcès et de se faire enfin de la Pologne une alliée. Elle pouvait être encouragée dans ce sens, avant le 13 décembre 1981, par l'opinion qui était assez répandue en Pologne : « *Si les Russes avouent ce crime, toutes les réconciliations sont possibles, mais pas avant* », et depuis les démarches communes de Mikhaïl Gorbatchev et du général Jaruzelski pour remplir les « *taches blanches* » de l'histoire.

– Si la nouvelle génération des gouvernants soviétiques ne se sent plus concernée un jour ni par le massacre ni par le mensonge ; dans ce cas, on peut s'interroger si, avec le renouvellement des dirigeants soviétiques, une possibilité ne s'offrirait pas alors de régler cette affaire par un retournement contre le totalitarisme.

## VERS L'AVEU SOVIÉTIQUE

Après le 13 décembre 1981

L'une des thèses élaborées par « *Solidarité* » au cours de son congrès à Gdansk, le 7 octobre 1981, était consacrée au « mensonge dans tous les domaines de la vie ». Deux paragraphes se rapportaient à l'importance de la vérité historique pour la nation polonaise<sup>1</sup>.

Concrètement, depuis le début de l'année 1981, se déroulait sans éclat une négociation capitale concernant l'éducation nationale et notamment l'enseignement de l'histoire.

Voici ce que cela donnait concernant le programme d'histoire de la Pologne de la période 1939-1947, la plus dramatique des relations polono-soviétiques, tel qu'il devait entrer en application dès l'année scolaire 1981-1982 :

« 1. *L'intitulé correspondant aux conditions de vie de la population après la perte de l'indépendance (titre actuel: l'occupation hitlérienne) doit englober, en dehors des problèmes traités actuellement, les informations principales concernant la situation en territoires de la Seconde République annexés par l'URSS après le 17 septembre 1939.*

2. *L'intitulé suivant devrait concerner la création et l'activité du gouvernement polonais en exil (il convient d'éviter l'étiquette de "gouvernement émigré" et "gouvernement de Londres") et traiter des problèmes suivants: la genèse et les conditions de création du gouvernement, son fonctionnement*

---

<sup>1</sup> Cf. *Le programme de Solidarnosc; texte intégral des thèses élaborées par le congrès des délégués à Gdansk le 7 octobre 1981*, éd. Presses universitaires de Lille, 1982.

## Vers l'aveu soviétique

*sur la base de la continuité de l'État; sa composition et sa politique dans l'arène internationale – tant vis-à-vis des pays occidentaux que de l'URSS – devraient être étudiées jusqu'au milieu de 1943.*

*La genèse des difficultés dans les rapports avec l'URSS devrait être présentée clairement. Ces difficultés étaient issues d'une situation historique, et non des "tendances contraires aux intérêts de la Pologne du camp de Londres", ainsi que les décrit le programme actuel. Nous proposons ici quelques formulations concernant les difficultés de coopération avec l'URSS, les circonstances de la rupture par l'Union soviétique des relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en 1943... »<sup>2</sup>*

Le coup de frein brutal du 13 décembre 1981 allait-il permettre à ces changements d'être introduits et conservés dans les manuels scolaires ? Non. Des enseignants ont dû prendre sur eux de rester fidèles à leur idéal et à l'espoir fou, mais puissant, de faire connaître et de transmettre ouvertement à leurs élèves la vérité sur l'histoire récente de leur pays.

En janvier 1982, le syndicat « *Solidarité* » des instituteurs et des professeurs lançait un appel aux élèves des écoles polonaises :

*« Ne renoncez pas à chercher la vérité, essayez de toujours distinguer le savoir honnête de la falsification des faits par la propagande... Essayez de rester des hommes libres, responsables, aspirant à un savoir intègre et profond... Recherchez les voies qui vous mèneront à un savoir non falsifié. Discutez, nouez des contacts avec des gens qui vous aideront à chercher la vérité, pensez... Prenez la défense de ceux de vos maîtres qui sont les porte-parole de la vérité... »<sup>3</sup>*

Cet appel a été très largement entendu par les élèves et les lycéens qui ont manifesté, parfois avec force gestes spectaculaires, leur attachement à la vérité historique. L'opposition des enseignants à un éventuel retour au mensonge était si puissante

---

<sup>2</sup> Cf. *Negocjacje w sprawach Osiwiaty i Wychowania. Marzec-maj 1981*, éd. Mazowsze, Varsovie, 1981 ; destiné à l'usage intérieur du syndicat « *Solidarité* ».

<sup>3</sup> Cf. tract du syndicat « *Solidarité* » des enseignants, Varsovie, 17 janvier 1982, et *Bulletin d'information Solidarnosc*, n° 8, 22 février 1982, Paris.

qu'en mars 1982, un vice-Premier ministre crut devoir les mettre en garde :

*« Un enseignant, a-t-il dit, qui pense que le socialisme doit être combattu, ne devrait pas enseigner dans les écoles d'un État socialiste, il faut qu'il se décide : ou bien rester dans la profession, ou bien changer de travail... L'une des tâches élémentaires de nos éducateurs, a-t-il ajouté, est d'inculquer à la jeunesse cette vérité selon laquelle l'allié naturel de la Pologne ne peut être que notre voisin de l'Est, le pays des Soviets. »<sup>4</sup>*

À cela, les éducateurs ripostèrent dans le quotidien de la capitale, *Zycie Warszawy*, que *« l'histoire doit être enseignée en conformité avec les faits historiques. Les parents d'élèves l'exigent. C'est dans l'intérêt de la Pologne. Nous avons l'espoir que l'on n'en reviendra plus jamais à l'existence de deux vérités : celle dispensée par l'école et celle distillée aux enfants par les parents... Nous voudrions oublier le temps où les candidats au baccalauréat nous demandaient : que dire ? La vérité tout court, ou ce qui doit être dit en conformité avec les thèses officielles ? »<sup>5</sup>*

Le fait même que cette réplique ait pu être publiée officiellement montre que le dégel en matière d'histoire était un acquis sur lequel, somme toute, peu de Polonais acceptaient de revenir, quelles que fussent leurs vues sur l'avenir politique de leur pays. Cependant, la mise à l'écart du recteur Samsonowicz, qui avait œuvré en faveur de la vérité de l'histoire, les mises en garde de porte-parole du conformisme au parti communiste polonais et celles de la presse soviétique anxieuse de rétablir la version communiste officielle de l'histoire *« défigurée par "Solidarité" »*, semblaient démontrer au contraire que le Kremlin, lui, refusait toujours que ne fussent révélés *urbi et orbi* le véritable rôle de la patrie du communisme dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la vraie genèse de son empire sur l'Europe.

À Varsovie, en mai de la même année 1982, l'organe officiel du parti, *Trybuna Ludu*, avait dénoncé le ferment autour de Katyn,

<sup>4</sup> Cf. dépêche AFP, 24 mars 1982.

<sup>5</sup> Cf. *ibidem*.

# 1987-1990

## KATYN ET LES TACHES BLANCHES DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DES RELATIONS POLONO-SOVIÉTIQUES

Le 21 avril 1987, Mikhaïl Gorbatchev et Wojciech Jaruzelski prennent officiellement à Moscou la décision de créer une Commission mixte d'historiens polonais et soviétiques chargée de rétablir la vérité sur les « taches blanches » des relations dramatiques entre les deux pays depuis la révolution d'Octobre 1917. Les uns ne cachent pas leur scepticisme : « *Dans ce système, les commissions servent à enterrer une affaire.* » D'autres, voyant dans la Commission une initiative de rénovateurs tels Alexandre Iakovlev et l'historien Youri Afanassiev, directeur de l'Institut d'histoire et des archives de Moscou, et très engagés dans le processus de glasnost, sont confiants. Afanassiev représente la gauche social-démocrate. C'est pourquoi le représentant de la droite national-démocrate polonaise, Maciej Giertych, estime nécessaire de rétablir l'équilibre politique des mérites en septembre 1987 à la Diète, en rappelant que, dès octobre 1986, il avait suggéré de créer une commission officielle, mais que des historiens polonais l'avaient traité de naïf.

C'est en août 1986, en Crimée, que le général Jaruzelski avait convaincu son homologue soviétique de demander un réexamen du dossier de Katyn. Cependant, la publicité internationale à cet événement ne fut donnée qu'un an plus tard par le général Jaruzelski lui-même, qui fit paraître en septembre 1987 dans le

mensuel théorique du parti soviétique, *Kommunist*, un article, aussitôt publié à Varsovie dans l'organe polonais équivalent, *Nowe Drogi*. Dans ce texte, le chef du parti polonais condamne « *les menées politico-militaires du gouvernement soviétique* » en 1939, les déportations de 1939-1941, ainsi que les purges de 1938 qui ont liquidé le parti communiste polonais d'avant-guerre.

Au même moment, à Moscou, l'historien soviétique Gueorgii Smirnov reconnaît, dans la revue *Novoe Vremia*, que la qualification de la Pologne par Molotov (le 31 octobre 1939, après la défaite de la Pologne par les nazis et les Soviétiques ensemble – AV) de « *bâtard du traité de Versailles* » était « *contraire à la vérité historique et inadmissible à l'égard de la nation polonaise* ». Le 3 octobre 1987, Youri Afanassiev déclare à l'hebdomadaire du parti polonais, *Polityka* : « *Même Katyn, et peut-être surtout Katyn, est un problème dont les historiens polonais et soviétiques doivent obligatoirement s'occuper ensemble.* » Opinion qu'Afanassiev nous confirmera de vive voix à Palerme, en décembre 1987 : « *Plus vite on dira toute la vérité sur Katyn et mieux cela vaudra.* »

En septembre 1987, en même temps que le texte du chef du parti polonais, a paru aussi une résolution adoptée le 4 juillet par le gouvernement polonais en exil à Londres, demandant officiellement une explication de 13 points d'histoire contemporaine et immédiate. Parmi eux, ceux soulevés par le général Jaruzelski, et d'autres encore, notamment le refus d'assistance militaire soviétique à l'Insurrection de Varsovie en été 1944 ; le meurtre de soldats de la Résistance, tant de l'Armée de l'Intérieur que des Forces alliées occidentales à leur retour dans leur pays après la guerre ; l'enlèvement en 1945 en Pologne, leur procès monté et leur condamnation à Moscou, de 16 chefs de la Pologne combattante, avec le Délégué du gouvernement et le Commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur (ces points feront dès 1988 l'objet de recherches et de publications multiples en Pologne, essentiellement dans la grande presse catholique indépendante, mais aussi dans certains journaux réformistes du parti et du pouvoir). Enfin, le gouvernement en exil demande compte du *diktat* de Yalta, de la suppression des partis politiques, de la délégalisation de « *Solidarité* », etc.

On retrouvera dans *Polityka*, organe du parti, le 13 février 1988, quelques-unes des mêmes interrogations, mais sous une forme inédite, dans des rapports envoyés de Pologne en URSS par des commissaires politiques soviétiques, chargés d'établir le contact avec la population en 1944-1945. Voilà les questions qu'on leur posa le plus souvent : « *Les bolcheviks déportent-ils les Polonais en Sibérie ?* » ; « *Quel gouvernement aurons-nous ? celui de Londres ou celui de Lublin ?* » ; « *Pourquoi l'Armée rouge n'a-t-elle pas aidé les insurgés à Varsovie ?* » ; « *Quand viendra ici notre Armée polonaise, à nous ?* » ; « *Dites-nous la vérité sur Katyn.* »

L'année 1987 se termine par la présence, à la Toussaint, d'une garde d'honneur militaire pendant une journée entière au cimetière de Powazki, auprès du monument aux morts de Katyn dont l'inscription officielle a été recouverte d'une pancarte : « *La vérité vaincra* ».

L'année 1988 commence par un concert à la cathédrale Saint-Jean de Varsovie, le 8 janvier. Krzysztof Penderecki dirige le *Requiem polonais*. L'ensemble de l'œuvre en trois parties est dédié « aux victimes de Katyn » : « *Lacrimosa* » a été composée pour l'inauguration du monument aux morts aux chantiers de Gdansk, le 16 décembre 1980 ; « *Agnus Dei* » pour les funérailles du cardinal Stefan Wyszynski, le 31 mai 1981 ; « *Dies irae* » en partie à la mémoire du père Maximilien Kolbe, le 23 novembre 1983, et des insurgés de Varsovie, le 1<sup>er</sup> août 1984.

La Commission d'historiens se réunit le 1<sup>er</sup> mars 1988. Le 7 mars, le président du groupe polonais, Jarema Maciszewski, reconnaît dans l'organe central du parti, *Trybuna Ludu*, que la Commission « *n'a fait aucun progrès* ». C'est alors que, dès le lendemain, le 8 mars, cinquante-neuf intellectuels polonais de gauche, catholiques et membres de « *Solidarité* », avec Lech Walesa, lancent un appel, publié le 9 mars dans la presse clandestine du syndicat dissous, à leurs collègues soviétiques, intellectuels rénovateurs en vue, membres du parti ou indépendants, dont Andreï Sakharov, Youri Afanassiev ou Abel Aganbeguian... Ils leur proposent l'ouverture d'un dialogue de « *gens libres et indépendants, non tenus par des directives officielles et des accords*

*diplomatiques* », et leur demandent d'« *intervenir publiquement* » pour que « *le massacre perpétré par les bourreaux de Staline et de Beria, et les mensonges qui ont plus tard entouré ce crime* » soient dévoilés. *Trybuna Ludu* a publié cet appel le 12 mars, quelques jours après que les radios étrangères l'eurent lancé sur les ondes. Il a cité le texte d'après *Radio Free Europe*, omettant les noms des signataires, « *activistes de l'opposition* », et ceux des destinataires, ténors de la *perestroïka-glasnost-démokratizatsia*, ou opposants reconnus, tel Sergueï Grigoriants, qui publiera l'appel dans le numéro 18 de sa revue illégale, mais autorisée, *Glasnost*, en juin 1988 à Moscou.

Le 10 mars, le député Ryszard Bender énonce solennellement à la Diète le besoin de dire la vérité sur le pacte Ribbentrop-Molotov et sur ses conséquences : Katyn, les déportations de civils et de soldats en 1939-1941 et 1944-1945, les enlèvements, les procès montés, les exécutions de personnalités politiques et militaires, ainsi que de personnes privées.

*« Devant cette Chambre, le mot Katyn doit être prononcé. L'honneur de la nation polonaise l'exige, ainsi que son martyr pendant la dernière guerre. »*

La presse mondiale est alertée. Dans cette situation, le président du groupe polonais de la Commission donne des explications sur les travaux en cours à la même séance du Parlement : les premières recherches, dit-il, concernent les années 1917-1920, y compris la guerre polono-bolchevique.

Notons ici que c'est la seule guerre, avec celle d'Afghanistan, que l'URSS ait perdue. Cela a son importance dans l'affaire de Katyn, si l'on considère que, sur quarante-quatre généraux faits prisonniers en 1939 par l'Armée rouge et remis au NKVD, seuls neuf ont survécu, et que 27 d'entre les morts avaient contribué à remporter la victoire de 1920<sup>1</sup>. Le dossier suivant que comptait aborder la Commission, selon Jarema Maciszewski, c'était la liquidation du parti communiste polonais avant la guerre. Puis,

---

<sup>1</sup> Cf. Z.S. Siemaszko, « *Generalowie polscy w rekach sowieckich* », *Zeszyty historyczne Kultury*, Paris, n° 85, 1988.

les événements de 1938-1939 et les relations germano-soviétiques de l'époque: « *Nous sommes tout près de résoudre cette partie des problèmes...* » Enfin, les déportations et le sort des Polonais en URSS en 39-41 et 44-45. En ce qui concerne Katyn, l'historien assure la Chambre qu'il a « *pris connaissance de certaines sources qui ne sont pas encore accessibles à l'opinion publique, mais qui le seront le temps venu...* » La partie soviétique aurait produit environ 106 000 clichés de microfilms reproduisant de nouveaux documents d'archives. Mais il n'y a toujours pas de conclusions en vue.

La pression monte. On la voit partiellement se libérer à Moscou au début d'avril, au cours d'un colloque de cinéastes soviétiques et polonais sur « *le cinéma historique: des tabous à la glasnost* ». On se dit tout ce qu'on pense. On se promet d'agir. On déclare que « *tout cela s'est produit dans le cadre d'un système totalitaire contre lequel nous luttons, vous et nous* ». On se promet de se revoir en septembre pour réviser le « stéréotype polonais » dans le cinéma soviétique d'avant-guerre.

Mais les historiens soviétiques au sein de la Commission ne se laissent pas tous entraîner sur les hauteurs inconnues d'où l'on peut contempler la vérité en face. Pendant ces deux mois d'avril-mai, une partie d'entre eux s'y refusent, arguant même de l'incapacité des Polonais de découvrir une « nouvelle preuve » de la culpabilité de Moscou.

C'est là une bien téméraire provocation du sentiment polonais, même chez ceux des historiens qui n'avaient pas jusque-là la réputation d'être des champions de la vérité des faits ! Puis, le mensuel *Mezhdunarodnaïa Zizn* affirme en mai que les Occidentaux aussi sont incapables de prouver la culpabilité soviétique, et que leurs historiens cherchent toujours de nouveaux documents. Il semble que l'on n'ait pas attendu longtemps quelque riposte bien documentée, car un tournant s'amorce dès le 11 mai dans un article de la *Literaturnaïa Gazeta*. Le journal laisse entendre, pour la première fois publiquement en URSS, que la version soviétique des faits est contestée. L'hebdomadaire cite un historien polonais, qui appelle ses confrères russes à dire la vérité et à réviser la version stalinienne du massacre.

# L'INDICATION DES CHARNIERS DE TVER (MEDNOYE), DE KHARKOV ET LES EXHUMATIONS. UN RETOUR À KATYN

La Magistrature (*Prokuratura*) militaire soviétique, qui procéda à l'enquête et aux recherches – soit par conviction, soit par obéissance aux ordres de la hiérarchie, favorable au nouveau cours de la perestroïka et glasnost de Mikhaïl Gorbatchev – poussa le KGB dans ses retranchements, aboutissant en 1990, puis en juillet-août 1991, à la découverte rapide et précise des charniers au parc forestier de Kharkov et au village de Mednoye, à 30 kilomètres de Kalinine (redevvenue Tver), puis à l'exhumation des restes des officiers polonais. Les travaux ne se passèrent pas sans lutte. « *Il fallut briser l'opposition des forces réactionnaires* » (en l'occurrence des « durs » du parti et du KGB – ironie de l'histoire !), raconta Vladimir Figanov, le scénariste du film russe.

D'autre part, au moment du putsch de Moscou, le 19 août 1991, le KGB de Tver ordonna brutalement aux équipes polonaises « *d'interrompre immédiatement les exhumations* » et « *de quitter le territoire* ». Certains témoins disent que des « *kguébistes* » avaient ajouté : « *sinon, vous finirez aussi dans les fosses* », mais de tels propos devaient être marginaux, espérons-le. Cependant, le putsch échoua, par bonheur. Les documents de cette période, faisant partie des « Archives présidentielles de la Fédération de Russie dans l'affaire de Katyn », que j'ai pu étudier grâce à Iouriï Zoria, font état de l'action énergique de la hiérarchie de la

Magistrature militaire russe, notamment des généraux L. M. Zaïka et V.S. Frolov, qui ordonnèrent aux équipes soviétiques de rester « *fidèles au devoir et à la loi* », et remirent au pas le KGB régional d'Ukraine. Pendant ce temps, l'état-major général des forces armées d'URSS faisait sécuriser les zones, pour permettre « *d'exécuter la tâche impartie et de poursuivre les travaux de localisation, ainsi que l'exhumation massive des restes humains* » (doc. N° 6/205-91, du 28 novembre 1991, lettre de la *Prokuratura* d'URSS à l'Administration du président d'URSS).

Ce même document officiel, décrivant l'affrontement entre le KGB de Tver et la Magistrature militaire soviétique, qui se rangea fermement aux côtés de la Magistrature militaire et des équipes polonaises, rend compte d'une dimension internationale de l'affaire :

*« Le travail accompli, la garantie assurée de la sécurité de tout le groupe polonais de magistrats et d'experts à Tver et à Mednoye, alors que cette garantie n'a pas été assurée par le commandement du KGBU [le KGB d'Ukraine] de Tver, ont été hautement appréciés par les dignitaires polonais présents sur place et assistant aux exhumations ; à savoir par l'envoyé spécial plénipotentiaire polonais en URSS, S. Czosek, le consul général de Pologne en URSS, M. Zorawski, les autres représentants au niveau supérieur de ce pays et, parmi eux, l'évêque aux Armées polonaises, le général de brigade S.Leszek Glodz, ainsi que des représentants des familles de Katyn qui se trouvaient là, le 31 août [1991], à Mednoye, pour assister à l'ensevelissement solennel des restes des prisonniers de guerre polonais qui ont péri ici. Ces personnalités [nous] ont transmis l'expression de la particulière satisfaction pour le travail accompli de la part du souverain pontife du Vatican, le pape de Rome Jean-Paul II. »*

En effet, à l'emplacement de tous les charniers – de Katyn, de Mednoye (Tver) et de Kharkov – des cérémonies religieuses catholiques accompagnèrent ces ultimes funérailles en présence du clergé orthodoxe russe et de religieux de tous les cultes qui avaient leurs aumôniers dans l'Armée polonaise. Comme on le sait

## *L'indication des charniers de Tver, de Kharkov...*

avec certitude maintenant, les aumôniers militaires catholiques, protestants, orthodoxes et juifs, prisonniers du NKVD avec les officiers, ont été les premiers massacrés à Noël 1939. D'autres ont disparu ou ont été déportés. Le film documentaire russe sur Katyn se termine par la prière du père Peszkowski, religieux rescapé du camp de Kozielsk. « *On sentait que, pendant des années, les âmes de ses compagnons l'appelaient à elles* », dit le cinéaste russe Vladimir Figanov, qui précisa aussi au *Tygodnik Solidarnosc* polonais qu'après la crise d'août 1991, les exhumations, les expertises et les recherches ne rencontrèrent plus d'obstacles. « *Nous avons reçu une aide exceptionnelle de la part de la Magistrature. Il n'y eut plus de documents inaccessibles pour nous, dans la mesure où la Magistrature elle-même pouvait en disposer. Alexandre Tretietsky, qui dirigeait l'enquête de Katyn du côté russe, prenait une part active à tous les travaux, notamment au film.* » Le procureur colonel A. V. Tretietsky avait signé, avec le procureur colonel N. L. Anisimov, le document cité ci-dessus. Pour sa part, l'équipe polonaise nous apprend que les militaires russes avaient mis à sa disposition, pour déterminer l'emplacement des fosses, des photos aériennes réalisées en 1991 par les forces armées soviétiques. Cependant, une partie des autorités soviétiques locales mettaient des bâtons dans les roues pour empêcher même les travaux de commencer.

En réalité, malgré la solidarité de certains Russes, les recherches et les travaux des Polonais pour retrouver leurs morts et leur donner une sépulture définitive rencontrèrent maintes difficultés. Voyons en accéléré comment les choses se sont passées, de 1991 à 1996, aboutissant seulement en 2000 à la construction des cimetières polonais aux emplacements des charniers. C'est sur les exhumations de Mednoye, où furent transportés et assassinés les officiers et cadres polonais du camp d'Ostachkov, que l'on a publié le moins d'études et de relations précises sur les travaux, au fur et à mesure de leur avance et jusqu'à la fin. Cependant, comme aux autres endroits, les travaux furent filmés. L'ensemble des enquêtes et des recherches, sur les trois lieux des massacres, était organisé par le Conseil de sauvegarde de la mémoire de la lutte et du martyr polonais (*Rada Ochrony Pamieci Walk i Mec-*

*zenstwa*) sous la direction de son président, Stanislaw Broniewski et de son secrétaire général, Andrzej Przewoznik. L'expédition polonaise à Tver était dirigée par Bronislaw Mlodziejowski. Il existe deux études en polonais sur Mednoye : dans un ouvrage qui a été publié sur l'ensemble des travaux et des découvertes des années 1990-1996, où tout est soigneusement référencé, décrit, analysé et commenté (Andrzej Kola et Jan Sziling, *Charkow, Katyn, Tver*, publié par l'Université Copernic de Torun en 2001) et dans un rapport de mission (Stanislaw Mikke, *Misja* [Mission], Varsovie, éd. Contrast, 1992).

Il fallut, en tout cas, des tractations longues et difficiles entre les Magistratures militaires d'URSS et de Pologne, en 1990 et 1991, avant que les magistrats et les experts polonais puissent se rendre sur les lieux et se mettre à l'ouvrage. Finalement, les premiers travaux eurent lieu à Mednoye (Tver) et à Kharkov, comme à Katyn, de juillet à août 1991. Plus tard, l'indépendance de l'Ukraine, où se situaient les deux premiers charniers, rendit nécessaires de nouvelles démarches entre ministères polonais et ukrainien des Affaires étrangères, et avec le MID (MAE) russe. Des accords dans ce sens furent signés le 21 mars 1994 entre la Pologne et l'Ukraine, et un mois plus tôt entre la Pologne et la Russie. La reconnaissance du terrain et les exhumations purent reprendre en septembre 1994, et jusqu'en 1996, avec des hauts et des bas, à Katyn, Mednoye et Kharkov (Kharkiv en ukrainien).

À Kharkov, comme à Tver, et partiellement à Katyn, les fosses furent finalement indiquées avec précision par le KGB, à l'endroit où le NKVD/KGB avait transformé les charniers en « *terrains gardés récréatifs ou bâtis avec des sanatoriums de la police politique* » et des « *allées de promenade* » dans une « *zone forestière de loisirs et de datchas* ». Par conséquent, à Kharkov, les recherches ne purent avoir lieu que sur 1,3 hectare de terrain, ne permettant tout d'abord, en 1991, que l'exhumation de 4 % des officiers assassinés, qui avaient été amenés là du camp de Starobielsk. C'est l'archéologue Andrzej Kola qui dirigea l'équipe polonaise de recherche. Selon l'estimation assez précise des experts anthropologues et archéologues, 4 302 corps reposent à cet endroit,

## *L'indication des charniers de Tver, de Kharkov...*

et donc 400 Polonais de plus que le chiffre des prisonniers de Starobielsk amenés pour y être liquidés en 1940. Une nouvelle enquête fut donc ouverte.

Les experts firent de nouvelles découvertes dans ces charniers. Tout d'abord, contrairement à Katyn, où les balles allemandes utilisées avaient servi la propagande de Staline, réussissant à faire oublier que nazis et Soviétiques collaboraient et se fournissaient les uns les autres, on trouva à Kharkov, dans les tombes, des balles de revolver *Nagant*, qui était une arme du NKVD et de l'Armée rouge, ainsi que des balles de la carabine soviétique *Mosine* (logées dans les jambes des victimes). Des balles de revolver avaient été tirées de haut en bas, ce qui signifie que certaines victimes étaient jetées vivantes dans les tombes et abattues ensuite. On trouva plus de 1 000 documents personnels, des zlotys (monnaie polonaise) et des notes manuscrites que les officiers prisonniers avaient adroitement dissimulés dans leurs vêtements, ainsi que des milliers de petits objets, qui ont été remis au musée Katyn de Varsovie. Les corps exhumés, tant polonais que soviétiques, victimes de la terreur, ont été solennellement ensevelis dans de nouvelles tombes communes, indiquées par des plaques de marbre gravées. Les Polonais reposent à l'endroit de la fosse exhumée n° 5.

À Katyn, les nouvelles recherches de 1994 furent rendues difficiles par la partie russe. L'archéologue Marian Glosek, chef de l'équipe polonaise à Katyn, rendit compte de la situation : « *Notre séjour à Katyn en 1994 a duré trois semaines, alors qu'il devait durer quatre mois. La partie russe a très adroitement profité de certaines lacunes d'organisation de la part des autorités supérieures polonaises, et elle a bloqué l'expédition sur le terrain. [...] Nous avons réussi à localiser cinq tombes, mais pas la sixième* [qui était, selon la numérotation de la commission de 1943, la première fosse]. [...] *Je pris finalement la décision de procéder à une partielle exhumation.* » Selon le scientifique polonais, les autorités russes ne s'y sont pas opposées, car elles étaient persuadées que l'équipe de Pologne ne réussirait pas à travailler si vite et si efficacement. C'était mal connaître les Polonais.

Les problèmes recommencèrent à Katyn, en juin 1995. Mais les Polonais étaient déterminés et les Russes s'inclinèrent. Il est

MIKHAÏL GORBATCHEV REMET  
AU GÉNÉRAL WOJCIECH JARUZELSKI  
UNE SÉLECTION D'ARCHIVES SECRÈTES  
SOVIÉTIQUES SUR LES CRIMES DE 1940

Dès 1990-1991, une partie des archives que Mikhaïl Gorbatchev avait remises au général Wojciech Jaruzelski, encore au pouvoir en Pologne, apportaient des précisions, sur lesquelles je fus conviée à faire le point au cours du colloque de 1990 à Nanterre. Je fis tout d'abord une constatation :

*« Ces documents comportent des renseignements complémentaires à ceux recueillis par la Résistance polonaise à partir de 1943, notamment concernant les listes de prisonniers de Kozielsk, Starobielsk et Ostachkov, ainsi que des renseignements nouveaux concernant l'identité et le destin des Polonais assassinés au printemps 1940. Les photocopies de ces archives sont de très mauvaise qualité, parfois quasi illisibles. Par ailleurs, les dossiers fournis par Moscou à Varsovie sont fragmentaires et présélectionnés. Des personnalités politiques et des historiens des deux pays concernés suggèrent que le président Gorbatchev n'a pas pu, ou pas voulu, remettre tout le dossier au Général Jaruzelski, à supposer qu'il ait lui-même eu le loisir de prendre connaissance du dossier tout entier. »*

Voici l'essentiel de ce que nous apprenait cette première série d'archives soviétiques.

Le premier document en date du dossier communiqué, et non du dossier existant, est une directive de Beria du 3 octobre 1939

## *Gorbatchev remet une sélection d'archives secrètes*

ordonnant la sélection des militaires polonais faits prisonniers et leur répartition dans les camps qui seront plus tard liquidés, Ostachkov, Starobielsk et Kozielsk, ainsi que dans d'autres camps. Quelques notes précisent ensuite l'identité et l'appartenance sociale des prisonniers.

Le 31 décembre 1939, une directive de Beria ordonne de régler rapidement, dès janvier 1940, l'affaire des Polonais, afin qu'une commission spéciale du Bureau central du NKVD puisse statuer aussitôt. En général, ces « *troïkas* » condamnaient à mort ou à de très longues peines de détention en prison ou au Goulag. Ajoutons que, pour bien se rendre compte de la manière dont se faisaient ces « condamnations » par la police politique, sans intervention de la Justice, il faut regarder le film russe de la réalisatrice, à Moscou, du film *Tchekist (Le Tchékiste)*, diffusé par Arte (n° E.M. L7-007160 en vidéo), mais introuvable dans le commerce. « *Il n'existe pas de film sous ce titre* », a dit la maison de production du film à mes étudiants en « Information et désinformation », qui l'ont cherché en vain.

Dès le 11 avril 1940, en pleine extermination des officiers polonais, le chef du Bureau du NKVD chargé des prisonniers de guerre, le capitaine de la Sécurité Soprounienko envoie une lettre aux commandants de Kozielsk, Starobielsk et Ostachkov, précisant quelles annotations devaient être faites aux dossiers des prisonniers qui avaient déjà quitté les camps.

Trois mois plus tard, le 13 juillet 1940, alors que les massacres sont achevés, le même Soprounienko ordonne aux commandants de ces camps le secret absolu vis-à-vis des nouveaux détenus concernant l'identité des prisonniers précédents et leur destination finale. Enfin, le 10 août 1940, Soprounienko ordonne la remise aux archives du NKVD des dossiers des prisonniers de Kozielsk (retrouvés assassinés à Katyn), de Griazovietz (les survivants des trois camps) et de Ioukhnov (dont un groupe d'officiers avait été joint à ceux de Kozielsk et d'Ostachkov, mais qui reçut ensuite des survivants de Starobielsk). Pendant quelques mois, on suit ainsi, à travers les documents communiqués en 1990, la destruction – ou la mise au secret – des dossiers concernant l'extermination.

Le 3 septembre 1940, le commandant du camp de Starobielsk demande au Bureau central du NKVD où il doit envoyer les 4 031 dossiers de Polonais « évacués », ainsi que la documentation spéciale sur « *les opérations de service* » accomplies sur les prisonniers et l'unité du NKVD. Est-ce à dire que l'unité du NKVD, en tout ou en partie, a partagé le sort de ses victimes pour se taire à jamais ? S'agissait-il des exécuteurs ou des convoyeurs ? Il existait, en effet, des forces armées particulières du NKVD : les convoyeurs, qui ont ainsi accompagné à travers tout le territoire soviétique, pendant toutes ces années de terreur policière du communisme et dans toutes les déportations, quelque 900 millions de prisonniers (comptés suivant les trajets, et donc incluant aussi plusieurs fois les mêmes prisonniers et déportés, déplacés à plusieurs reprises). En avril-mai 1940, à l'époque du massacre, les archives signalent dans chacun des camps liquidés entre 50 et 60 soldats supplémentaires de la Sécurité et une centaine de convoyeurs par camp.

La réponse à cette demande adressée au NKVD arrive à Starobielsk le 10 septembre 1940 : tous les dossiers, sauf ceux concernant les officiers transférés à Ioukhnov, devaient être détruits, brûlés par une commission du NKVD. L'ordre est exécuté, ainsi qu'en témoigne une déclaration du 25 octobre 1940, signée par l'inspecteur du NKVD, Pismienny, et le chef de la section spéciale des mêmes organes de la Sécurité, le sergent Gäidideï.

Le 3 décembre 1941, après l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie, le 21 juin 1941, Soprounienko dresse une liste de 130 242 prisonniers de guerre polonais, inférieure donc d'une centaine de mille aux 230 000 annoncés par l'URSS en 1939.

Soprounienko indique que 15 131 prisonniers de guerre polonais avaient été « *remis à la disposition du Bureau du NKVD en avril-mai 1940* ». Le 5 décembre 1943, alors que bat son plein la mise en scène de la Commission soviétique à Katyn, le chef de la seconde section du Bureau du NKVD chargé des prisonniers de guerre, le major Denisov, refait une autre note concernant le sort des présumés 130 242 prisonniers de guerre polonais déclarés par Soprounienko. Contrairement à la note

## *Gorbatchev remet une sélection d'archives secrètes*

de décembre 1941, faite par les mêmes services, la nouvelle contient uniquement l'indication que 15 131 prisonniers ont été remis aux camps de Starobielsk, Kozielsk et Ostachkov. Il n'y a plus trace d'« *opération de service* » du NKVD après leur évacuation des camps. Les Soviétiques effacent ainsi les traces écrites, comme ils effacent pendant ce temps-là, à Katyn, les traces physiques en sectionnant, décapitant, dépouillant et mélangeant les corps des victimes.

Les documents dévoilent trois listes, totalisant 14 793 prisonniers, emmenés des trois camps vers la mort. Telles qu'elles sont communiquées à Varsovie, ces listes de prisonniers expédiés indiquent la date des transports et leur destination. Les prisonniers de Kozielsk ont été 4 420 et ont été remis au NKVD de Smolensk; ceux d'Ostachkov ont été 6 342 et ont été remis au NKVD de Kalinine (Tver); ceux de Starobielsk ont été 4 031 et ont été remis au NKVD de Kharkov. L'une des « *listes de la mort* » est accompagnée d'une note de service concernant chaque convoi d'officiers partant pour le lieu du massacre :

*« Strictement confidentiel. À remettre en mains propres [mains propres, si l'on peut dire ! ces notes étaient, d'ailleurs, presque toujours dictées par téléphone – AV]. Au commandant du camp de prisonniers de guerre de Kozielsk, le lieutenant de la Sécurité d'État, le camarade Koroliev, Kozielsk, Département de Smolensk. À la réception de la présente, dirigez immédiatement sur Smolensk, et mettez à la disposition du chef du NKVD de Smolensk, les prisonniers détenus à Kozielsk dont les noms suivent, etc. »* Cette note était signée de Soprounienko.

Une autre note est datée du 21 mai 1940 :

*« Du 23 mars au 13 mai, la seconde compagnie [des unités de convoiage du NKVD – AV] et le premier peloton de la première compagnie ont rempli leur tâche [...] en rapport avec la liquidation du camp du NKVD de Kozielsk pour prisonniers de guerre. Indépendamment de la difficulté et de la complexité de l'opération, nous avons accompli notre devoir de liquider le camp et de ne laisser s'échapper aucun prisonnier. »*

## KATYN

Des échanges de notes font également état de la manière scrupuleuse dont les enquêteurs du NKVD recueillent toutes les coordonnées possibles des familles des officiers prisonniers, notamment de celles vivant en Pologne orientale, et qui seront arrêtées, emprisonnées et déportées. Des fonctionnaires demandent au Bureau du NKVD s'ils doivent s'intéresser aux familles éloignées des célibataires. Ils reçoivent une réponse positive, leur ordonnant de localiser en priorité les parents, les frères, les sœurs.

Cette première série de documents d'archives remis par Moscou à Varsovie dénonce les organisateurs et les exécuteurs du crime, c'est-à-dire le NKVD, mais ne livre pas, noir sur blanc, les commanditaires du Kremlin de ce crime de guerre et contre l'humanité. Une liste de personnalités politiques et policières soviétiques, appartenant essentiellement au NKVD, est partiellement fournie par Moscou. Cependant, 30 noms de responsables et coupables sont communiqués à Varsovie, alors que leur liste, établie par les Polonais est de 35 noms. À 9 exceptions près, les noms désignés après enquête par les Polonais et ceux communiqués par les Soviétiques ne correspondent pas.

Sur la liste polonaise figure le fonctionnaire du NKVD, dont il est question dans cet ouvrage, le général Raïkhmann, adjoint de Beria et responsable des affaires polonaises à l'époque. Il était encore vivant à Moscou, mais on a rapidement annoncé sa mort en 1990. Avant de mourir, il a tout de même rencontré un chercheur indépendant soviétique et lui a transmis des informations. Le capitaine du NKVD Soprounienko vivait toujours en 1990, mais après la reconnaissance du crime de Katyn par le Kremlin, son état de santé s'est fortement altéré. Un autre as du renseignement du NKVD, Soudoplatov, vivait encore et informait le même chercheur indépendant soviétique. On ne voit apparaître sur aucune des deux listes un fonctionnaire de même rang que Merkoulov, adjoint de Beria et chef du Bureau des transports du NKVD, Milstein (parfois écrit Milchten). Il a dirigé tous les transports entre les camps et les lieux d'extermination (étant ainsi une source importante d'information pour des enquêteurs). Enfin, il y avait Zarubine, Bielowipietsky, Trofimov,

## LE GESTE DES PRÉSIDENTS LECH WALESZA ET BORIS ELTSINE EN 1992

Le 22 mai 1992, le président de la Pologne, Lech Walesa, leader de *Solidarnosc*, qui avait obtenu, dès avant la chute du régime à Varsovie, que la vérité sur Katyn fût dite, se rendit en visite officielle à Moscou, puis le lendemain, à Katyn. À son arrivée à Moscou, le président polonais commença par « *un dépôt de gerbe devant le monument aux victimes du totalitarisme, à deux pas de l'ancien quartier général du KGB [NKVD]* », rapporta l'AFP. En effet, les présidents polonais et russe venaient de signer une déclaration condamnant le régime totalitaire, préalable au règlement de maints détails du retrait militaire russe de Pologne et du recouvrement, non seulement *de jure*, mais aussi *de facto*, de l'entière souveraineté de ce pays. En signant le « Traité de coopération amicale et de bon voisinage », les deux chefs d'État décidaient d'« *ouvrir une nouvelle ère* » des relations polono-russes.

Pour comprendre à quel point le passé pesait encore sur le présent, il faut écouter les discours. L'Agence France Presse expliqua longuement que :

« *Lech Walesa s'est attaché à exorciser un passé sur lequel "il serait mauvais de mettre le sceau du silence" : le pacte Ribbentrop-Molotov et l'agression soviétique contre la Pologne en 1939, Yalta et ses retombées, "l'hégémonisme" dont son pays avait été victime et "les tombes de Katyn". Ce passé, a poursuivi le président Walesa, est "définitivement clos", même si "certains problèmes et devoirs liés à cette époque doivent être encore réglés",*

## *Le geste de Walesa et Eltsine en 1992*

*allusion transparente aux compensations que peuvent réclamer les familles des victimes polonaises du régime soviétique. »*

Rappelons que le ministre des Affaires étrangères polonais, Krzysztof Skubiszewski, avait introduit, dès le 16 octobre 1989, une demande de réparations pour les dommages causés aux Polonais de 1939 à 1945 par le pouvoir soviétique. Ce point reste jusqu'à aujourd'hui une pomme de discorde entre Varsovie et Moscou, et le problème est irrésolu encore en 2009.

Le 23 mai 1992, le président de la République polonaise se rendit à Katyn, alors que le président de la République russe avait peur du retentissement que pourrait avoir sa présence sur ces lieux. Boris Eltsine ira à Katyn l'année suivante. Le 25 août 1993, il s'incline au pied de la croix de « Katyn 1940 » et y dépose une gerbe de roses rouges au nom de l'État russe. Mais en 1992 :

*« Moscou a, semble-t-il, voulu limiter l'impact de l'événement : seul le gouverneur adjoint de la région de Smolensk, M. Boris Reva, a prononcé une brève allocution et déposé une couronne auprès de celle du président Walesa. Aucun représentant du président russe Boris Eltsine n'a fait le déplacement », écrit l'AFP, dont le rédacteur très compétent rappela les faits et les chiffres avec exactitude, pour conclure : « Les charniers de Katyn allaient devenir le symbole d'un massacre officiel et aussi d'une imposture historique durant un demi-siècle. [...] Ce mensonge d'État devait empoisonner les relations polono-soviétiques jusqu'à ce que Mikhaïl Gorbatchev reconnaisse la responsabilité de l'URSS en avril 1990. La justice soviétique a ensuite coopéré avec la Pologne pour retrouver les autres lieux d'extermination, à Kharkov et à Mednoye près de Tver. La visite de M. Walesa à Katyn prend valeur de symbole aux yeux des Polonais : au-delà d'un hommage aux martyrs de 1940, la présence d'un président de la Pologne souveraine sur les lieux d'un crime enfin reconnu par la Russie résume le tournant historique dans les rapports entre Russes et Polonais. »*

L'envoyé spécial de l'AFP raconta également la messe qui fut célébrée à Katyn (le père Zdzislaw Peszkowski, qui avait échappé au massacre, concélébrait la messe). À la cérémonie religieuse

étaient présents notamment les procureurs militaires russes qui collaboraient activement, comme nous l'avons vu, avec les enquêteurs polonais, qui supervisaient les équipes scientifiques travaillant sur les charniers nouvellement indiqués.

*« Dans la forêt de sapins et de bouleaux illuminés par le soleil, un monument et une croix de bois rappellent les événements de 1940. Une image de la Vierge tenant dans ses mains un crâne troué par une balle évoque les méthodes d'exécution du NKVD, la police politique, ancêtre du KGB. Le monument vient d'être modifié à la veille de la visite du président Walesa, l'inscription "aux officiers polonais morts à Katyn" a été remplacée par "aux officiers polonais assassinés à Katyn en 1940". Il s'agit de la deuxième rectification. Le premier texte avait attribué la mort des Polonais aux "fascistes allemands". Le mensonge, maintenu par les Soviétiques pendant un demi-siècle (jusqu'à ce que Mikhaïl Gorbatchev décide de dire la vérité en avril 1990), a été évoqué par Lech Walesa. Le président polonais a parlé des victimes de Katyn "d'abord faits prisonniers par ruse, ensuite tués sans avoir droit à une sépulture et sans que les familles connaissent leur sort". Mais aujourd'hui, a poursuivi le président polonais, Katyn est devenu aussi "symbole de vérité" dans les relations avec la Russie, voire "symbole de réconciliation". »*

La veille, à Moscou, dans un beau discours adressé au président Eltsine, le président Walesa avait déclaré que, sans s'abaisser à « la fausseté et à la lâcheté », sans réduire au silence sur la vérité et sans occulter « l'agression et la domination », « le sang et les larmes » du passé, la Pologne et la Russie pouvaient « cheminer ensemble, guidées par la raison, le droit et la démocratie » vers « le bien commun ».

Absent aux cérémonies de Katyn, le président Eltsine mit cinq mois avant de faire un geste, qui répondît par son ampleur aux espérances du président Walesa et des Polonais. Le 14 octobre 1992, le président russe fit part à son homologue polonais du contenu du « dossier numéro un », le plus secret des archives secrètes, en même temps qu'il le portait à la connaissance du Tribunal constitutionnel de Russie (il s'agissait de documents

# LA TENTATION RUSSE DE NÉGATION ET L'ALLIANCE POLONO-RUSSE POUR LA VÉRITÉ

L'année 1999 fut marquée par une tentative de Moscou de lancer une désinformation officielle russe niant, comme du temps de l'URSS, l'agression du 17 septembre 1939 contre la Pologne. Le ministère russe des Affaires étrangères publia, le 14 septembre 1999, une déclaration affirmant que les « *actes* » en question (l'occupation du tiers du territoire polonais de l'époque, conformément aux clauses de partage de la Pologne entre Hitler et Staline et d'extermination de la Résistance et des élites décidée et exécutée en commun) « *étaient dictés non par la volonté d'occuper des territoires étrangers, mais par la nécessité d'assurer la sécurité de son propre pays* ».

Le MID (ministère des Affaires étrangères russe) savait que la Pologne réagirait, mais il comptait sur l'ignorance, l'indifférence ou l'accord tacite en Occident, notamment de la part des forces communistes bien implantées et de celles d'une gauche tolérante, ou partageant leur négationnisme historique. Or, les choses en allèrent autrement. À Varsovie, le président de la République, Aleksander Kwasniewski lui-même, malgré son passé communiste, accusa la Russie de « *falsifier l'histoire dans sa présentation de l'invasion soviétique de la Pologne en 1939, deux semaines après l'entrée des troupes nazies* ». Le président polonais avait déjà été exaspéré lorsque, pendant sa visite officielle à Moscou en 1997, le kiosque à journaux de la Douma (Parlement russe) avait exposé et mis en vente l'in vraisemblable brochure négationniste

## *La tentation russe de négation...*

de Iouriï Moukhine, sous le titre *Le Roman policier de Katyn* – ce qui frisait l'incident diplomatique et constituait une preuve de discourtoisie inattendue à ce niveau.

« *Le mensonge historique est un crime* », affirma pour sa part le ministre des Affaires étrangères polonais, Bronislaw Geremek, tout en précisant, pour amoindrir la gravité diplomatique de l'affaire, qu'il s'exprimait en tant qu'historien :

*« Qui peut encore croire aujourd'hui qu'il n'y a pas eu d'agression de la part de l'URSS, le 17 septembre [1939], si tout le monde en Pologne et en Russie connaît désormais les clauses secrètes du pacte Ribbentrop-Molotov ? [...] L'Histoire, c'est le métier de la vérité et à chaque fois qu'un mensonge est prononcé, l'historien a un sentiment de viol, mais aussi de crime »*, déclara Bronislaw Geremek.

On crut, semble-t-il, à Moscou que la France avait oublié le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'invasion de la Pologne par Staline, ainsi que les suites tragiques de la collusion germano-soviétique, et que Paris ne réagirait pas. Les médias restaient muets. Mais Radio France Internationale me demanda une réaction. Je rappelai les faits, y compris ceux restés longtemps secrets et ignorés.

Alors, l'AFP revint sur cette affaire, le 9 octobre, parlant de :

*« la falsification stalinienne, consistant à justifier l'invasion de la Pologne, le 17 septembre 1939, par la nécessité d'assurer la sécurité de l'URSS. Reprise par les Russes cette année, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, l'argumentation a suscité une vive controverse entre Varsovie et Moscou. »* La journaliste, Iana Mikoska de l'AFP, poursuivait : *« Varsovie a maintenu le terme d'“agression” et le chef de la diplomatie polonaise, Bronislaw Geremek, a rappelé les clauses secrètes du pacte Ribbentrop-Molotov qui ont permis à Staline d'envahir les régions orientales de la Pologne et rattacher ainsi à l'URSS un tiers du territoire du pays, situé aujourd'hui en Ukraine, Biélorussie et Lituanie »*.

La journaliste me raconta plus tard que sa dépêche avait déclenché une tempête dans les milieux communistes français.

## KATYN

La déclaration du MID n'entraînait donc pas simplement une affaire russo-polonaise. Le gouvernement russe ne pouvait, en fin de compte, reproduire et resservir la propagande mensongère stalinienne, puis soviétique, faite pour tromper les Alliés et l'Occident au moment des faits, pendant la guerre froide, puis jusqu'à la chute de l'URSS. Ce nouveau bluff, une fois raté, pouvait porter atteinte au prestige russe, remettant en question la crédibilité de sa diplomatie. Devant la virulente protestation polonaise au plus haut niveau, et des signes que la communauté historique, voire même politique occidentale, pourrait prendre fait et cause pour la vérité, Alexandre Iakovlev, diplomate de haut vol et président d'une Commission des victimes politiques près la Présidence russe, déclara qu'il s'agissait, concernant cette négation de l'agression de la Pologne, le 17 septembre 1939, « *probablement d'une initiative des employés du Ministère* ». « *Je sais, dit-il, que le président Eltsine ne partage pas ce point de vue. C'est comme si quelqu'un voulait gagner à un jeu politique sur le dos des victimes de Katyn.* » L'affaire fut close.

Après Alexandre Iakovlev, ce fut la courageuse et efficace association Mémorial russe – qui n'a cessé de collaborer avec les Polonais à la recherche de l'identité et du sort des victimes du communisme –, qui prit la parole, pour déclarer dans le prestigieux hebdomadaire catholique polonais de Cracovie, *Tygodnik Powszechny*, le 26 septembre 1999 :

*« Ce fut une agression, qui marqua le début de la tragédie de millions de Polonais, d'Ukrainiens, de Biélorusses, de Baltes. Nous ne voulons pas fuir cette responsabilité. Nous désirons simplement que les nations auxquelles l'URSS a infligé ces malheurs ne chargent pas de cette culpabilité tous les Russes vivant aujourd'hui. »*

Cela est acquis. Comme nous l'avons vu, des Russes – et des Soviétiques même, avant la chute du système – ont cherché et dit la vérité. En ce qui concerne le pacte Ribbentrop-Molotov, l'historienne, jadis officielle, Natalia Lebedeva a clairement spécifié qu'il s'agissait, dans les ordres reçus par l'Armée rouge en 1939 (« *frapper les armées polonaises et empêcher leur retour vers*

## MOSCOU VEUT « CLASSER L'AFFAIRE KATYN »

La convention de 1949 de l'ONU, signée par l'URSS, ainsi que la loi soviétique et la loi polonaise déclarent imprescriptibles les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Ce sont ces crimes-là qui ont été commis à Katyn, Kharkov, Tver, et c'est aussi le cas des crimes commis contre les quelques dizaines de milliers d'officiers, soldats et résistants polonais non encore retrouvés et dont le sort détaillé et les circonstances de la mort restent inconnus.

Revenons encore sur les définitions du génocide, que je signale ci-dessous dans mon texte entre guillemets et en italiques – définitions retenues par l'Organisation des Nations unies dans son préambule à « La convention sur le génocide » de mai 1949 –, une publication que l'on peut trouver à la BDIC de Nanterre sous la référence O 42929, 1949.I.10.

Il ne fait pas de doute que l'Union soviétique a « *violé les lois ou coutumes de la guerre à l'égard de ressortissants alliés* » et « *prémédité, préparé et déchaîné* » une agression contre la Pologne en septembre 1939, de concert avec l'Allemagne nazie. Elle a « *commis avant, pendant* » et même après la guerre, contre des combattants alliés et des populations civiles, « *des actes tels que le meurtre, l'extermination, l'asservissement, la déportation et autres actes inhumains, ou des persécutions pour des raisons politiques, raciales ou religieuses* » (en l'occurrence pour des raisons politiques et nationales). L'URSS a signé la convention de l'ONU sur le génocide, tout en ayant violé la convention ouvertement, ce dont l'ONU était consciente et informée.

## Moscou veut « classer l'affaire Katyn »

L'URSS s'est engagée, en signant la convention, à sanctionner elle-même pénalement les responsables de génocides (ce qui s'applique au génocide polonais, mais aussi à celui d'autres nations occupées et annexées, opprimées et persécutées, telles la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, par exemple ; sans oublier le « *génocide de classe* » et le « *génocide idéologique* » de la nation russe elle-même par ses dirigeants), et à les traduire devant une Cour internationale de justice. Il faudrait pour cela qu'une seule « *partie contractante* » de l'ONU porte une accusation de génocide contre l'URSS, ou la Russie, devant les Nations unies. En prévision de cela, en 1948, l'URSS s'opposait à tout « *jugement devant une cour internationale* », mais l'ONU refusa cet amendement soviétique contre « *la création d'une juridiction internationale* ».

L'« *entente, incitation, complicité de génocide* » mettent directement en cause, au moins pour la période 1939-1941, la collusion germano-soviétique, du III<sup>e</sup> Reich et de l'URSS, et la complicité de ces deux États dominés par les deux partis criminels que furent le PCUS et le NSDAP à l'époque. Prévoyant qu'un jour l'ONU pourrait échapper aux pressions soviétiques et avoir les mains assez libres pour vouloir revenir sur ce point de l'histoire, l'URSS a insisté en 1948 – mais sans succès, sa proposition ayant été rejetée par l'ONU – pour que la convention établît que « *le crime de génocide est organiquement lié au fascisme, au nazisme et autres théories racistes* ». « *La majorité [de l'ONU] n'a pas accepté ces amendements* », estimant que « *la mention, dans la Convention, du fascisme, du nazisme et des théories racistes aurait un effet limitatif* ». L'ONU a refusé cette réduction du génocide qui l'aurait limité, excluant d'avance le jugement et la condamnation des crimes communistes dans l'avenir. L'Assemblée a préféré une définition plus complète : « *Le génocide s'entend par l'un quelconque des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.* » Il n'est pas fait mention de groupes sociaux ou de classes sociales, sans doute par égard pour l'URSS communiste, ainsi que pour la Chine communiste, issues de révolutions et pratiquant un régime particulièrement sanglant et oppressif.

Quelles sont les retombées aujourd'hui de ces décisions d'alors ?

Tout d'abord, on assiste depuis quelques années à une prise de conscience élargie du sens du génocide. Du génocide comme « *crime odieux répété avec la régularité d'une loi biologique* » depuis la nuit des temps, ainsi que le présentait en préambule la convention de l'ONU, on était passé à la mutation moderne de « *politique d'État, appliquée sans aucune considération d'humanité, en faisant appel à toutes les ressources de la science* » (*ibidem*). Politique d'État et méthode industrielle d'extermination avaient pour longtemps contribué à assimiler le génocide à la Shoah qui, elle, est un crime unique et inouï dans l'Histoire, alors que le génocide ne l'est pas. Cependant, cette assimilation avait permis à la propagande du Kremlin (et de ses caisses de résonance) de faire comme si l'amendement soviétique de 1948 à l'ONU avait été accepté, et de faire oublier par la méthode de l'intoxication que l'ONU tenait toujours la « *politique d'État, appliquée sans aucune considération d'humanité* » pour une source de génocide, y compris lorsque celui-ci était commis par des régimes communistes, ou tout autres.

En 2001, lorsque le général serbe Radislav Krstic fut condamné par le Tribunal international de La Haye (créé en 1993), il le fut pour « *génocide* ». Ainsi que le rapporta *Le Monde* du 4 août 2001, il fut jugé coupable d'avoir « *en toute connaissance de cause participé au transfert forcé organisé des femmes, des enfants et des vieillards qui se trouvaient à Srebrenica lors de l'attaque lancée le 6 juillet 1995* » ; coupable de « *meurtres commis de façon sporadique [...] ou de meurtres planifiés sous forme d'exécutions massives* » ; coupable des « *souffrances incroyables endurées par les Musulmans de Bosnie, qu'il s'agisse de ceux qui se sont retrouvés à Potocari ou des survivants des exécutions* » ; coupable d'avoir « *adhéré au plan d'exécution massive de tous les hommes en âge de combattre* » : « *Vous êtes donc coupable, général Krstic, de génocide.* »

C'est donc bien un génocide qui, selon cette description, avait également été commis à Katyn, Kharkov, Tver (Mednoye) et ailleurs en URSS, ainsi que sur les victimes polonaises des déportations et des liquidations par les dirigeants de Moscou.

Dans ce cas, « l'affaire Katyn » ne peut être classée. C'est cela que Moscou redoute. La discussion tourne autour de la

## Moscou veut « classer l'affaire Katyn »

qualification du crime : crime de guerre certainement, est-ce aussi un crime contre l'humanité et génocide, ou bien, comme en a décidé le président Poutine, suivi sans doute par le président Medvedev, « un crime de droit commun » ? Le président Poutine reconnaissait toutefois, le 8 février 2004, que Katyn était « un crime stalinien ». Cependant, en septembre 2004, la Magistrature russe qualifia ces crimes de « transgression des lois par des membres de la direction du Parti désormais décédés ». En mars 2006, la Magistrature militaire russe déclara que « ce n'était pas un crime stalinien ». En février 2008, d'une part, le président Poutine envoyait un représentant aux cérémonies religieuses à Katyn, de l'autre, le journal *Niezavisimaïa Gazeta* publiait un supplément négationniste d'Alexandre Chirokorad affirmant que « les hitlériens ont commis les massacres des Polonais à Katyn ».

Les charniers de Katyn ont commencé à remonter à la mémoire de ceux des historiens et journalistes qui assistaient aux découvertes de charniers en ex-Yougoslavie, dont les responsables « nationalistes » avaient été formés par le régime communiste de Belgrade. C'est à ce moment que Moscou commença à faire volte-face, pour nier et camoufler tout ce qui pourrait donner lieu à une accusation officielle pour génocide ou crime contre l'humanité, en revenant même sur ce qui avait déjà été reconnu. Moscou entreprit de classer, cette fois, l'affaire de Katyn.

Dès janvier 2002, le président Vladimir Poutine, en visite officielle à Varsovie, refusa de demander pardon aux Polonais pour les crimes soviétiques contre la nation polonaise. En France, les médias donnèrent cette information, mais sans préciser de quels crimes l'URSS s'était rendue coupable. Seule la chaîne d'information *Euronews* parla brièvement de Katyn. Le président Poutine donna une retentissante interview à Adam Michnik pour le quotidien *Gazeta Wyborcza* de Varsovie, disant : « Si nous commençons à nous perdre dans de vieux problèmes et d'anciennes polémiques, nous allons oublier l'avenir. » La ligne générale était indiquée, bien qu'à titre personnel, Vladimir Poutine ait déposé un « modeste bouquet d'œillets acheté au dernier moment » au monument de « l'État clandestin polonais » à Varsovie, et donc

de la Résistance antinazie non communiste. Le chef de l'État russe rendait ainsi hommage aux combattants polonais, victimes du nazisme allemand et du communisme soviétique. C'était négliger ce geste modeste et discret, mais encourageant, de Poutine (encourageant si l'on avait aussitôt mis en lumière toute sa portée historique et politique) que de ne pas l'expliciter dans nos médias. On a pu constater, au contraire, combien la soif de connaissance, de mémoire et de justice se tarissait de manière spectaculaire, dans certains cas.

C'est ainsi que les médias internationaux ne s'intéressèrent guère aux dérobades de Moscou devant ses responsabilités légales et morales. Lorsque le président de l'Institut de la mémoire nationale polonais (IPN), Léon Kieres, accompagné d'une délégation de l'Institut, se rendit à Moscou pour des pourparlers concernant l'ensemble des crimes contre l'humanité soviétiques commis contre la nation polonaise, l'AFP et *Le Monde* indiquèrent en bref, le 6 août 2004, que :

*« la Justice russe, contrairement à la Justice polonaise, ne qualifiera pas de génocide le massacre de Katyn ».*

*Le Figaro* écrivit, le 2 septembre 2004 :

*« Les Polonais demandent que le massacre de Katyn soit qualifié de crime contre l'humanité, ce qui le rendrait imprescriptible. Moscou s'oppose fermement à cette demande. »*

Or, comme nous venons de le rappeler ci-dessus, la convention de l'ONU de 1949 – signée par l'URSS – ainsi que la loi soviétique et la loi polonaise déclarent imprescriptibles les crimes contre l'humanité, ainsi que les crimes de guerre, ce qu'est, indubitablement, l'assassinat de prisonniers de guerre. Il est tout simplement sorti des mémoires que c'est Moscou qui a demandé que Katyn soit jugé en tant que « *crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide* », dont le Kremlin voulait accuser Berlin à Nuremberg, en 1945-1946, et dont il doit désormais répondre lui-même ! Le correspondant du *Tygodnik Powszechny* de Cracovie à Moscou signala que la presse russe, au courant de ce fait, restait prudemment muette.

# CHRONOLOGIE

## 1939

- 1<sup>er</sup> sept. Invasion de la Pologne par Hitler.  
17 sept. Invasion de la Pologne par Staline.  
22 sept. Défilé commun des troupes allemandes et soviétiques à Brest-Litovsk.  
28 sept. Capitulation de Varsovie. Second pacte Ribbentrop-Molotov modifiant la distribution des territoires de la Pologne entre Berlin et Moscou, telle qu'elle avait été prévue le 23 août 1939.  
5 octobre Capitulation de la Pologne.  
Hiver 1939/40 Déportation d'environ 500 000 Polonais en Sibérie.

## 1940

- 5 mars Décision écrite de Staline et du Politburo du PCUS ordonnant le massacre de 25 700 officiers et résistants polonais.  
Avril-mai Liquidation des camps de prisonniers de guerre polonais en URSS : Kozielsk, Starobielsk, Ostachkov. Époque du massacre de Katyn par les Soviétiques.  
Avril-juillet Déportation de 720 000 Polonais au Kazakhstan, en Asie centrale, dans le grand Nord et dans les mines de l'Oural.  
Juin 1940 Debâcle française devant l'invasion allemande. Exécution en masse des élites polonaises à Palmiry, près de Varsovie, par les nazis.

## 1941

- 22 juin Invasion de l'Union soviétique par Hitler.  
Juin 1941 Évacuation macabre des Polonais militaires des prisons soviétiques par le NKVD devant l'avance allemande et déportation de 300 000 Polonais civils.  
Juillet Accord polono-soviétique Sikorski-Maïsky.  
Août Premières libérations de prisonniers et de déportés polonais en URSS.  
Décembre  
1941 Accord polono-soviétique Sikorski-Staline.  
1941-1942 Formation de l'Armée du général Wladyslaw Anders et démarches polonaises officielles et officieuses pour retrouver les officiers perdus et les Polonais retenus dans les camps soviétiques.

# INDEX

- Abakoumov, 114, 115  
Afanassiev (Y.), 13, 146,  
147, 148  
Ahrens, 102, 118  
Ajnenkiel, 154  
Akoulitchev, 160  
Aleksandrowicz (abbé), 79  
Ametistov, 161  
Anders, 16, 17, 24, 26, 38,  
57, 64, 74, 80, 84, 86,  
89, 90, 91, 93, 95, 96,  
98, 99, 109, 116, 143,  
214, 215  
Andreev (garde forestier),  
56, 133  
Andreev (I.), 20, 21, 60  
Anisimov, 167  
  
Banguersky, 9  
Bartoszewski, 211, 213  
Beria, 37, 38, 53, 92-94,  
117, 120, 121, 149,  
153, 175, 178, 179,  
182, 193  
Berling, 53, 59, 74, 92, 93,  
116, 143, 215  
Beuve-Méry, 111-113  
Bezymensky, 154, 195, 216  
Biddle (Drexel), 36  
Bielolipietsky, 182  
Birkle, 51  
Biskupski, 26  
Bissel, 52  
Blokline, 174  
Bochenski, 100  
Bogomolov, 33, 36  
Bohatyrewicz, 26, 47, 77,  
78, 184  
Borisovitch, 176  
Boudienny, 67  
Bourdenko, 65, 107, 109,  
170  
Broniewski, 168  
Buhtz, 46, 47  
Bukowinski (abbé), 87, 88  
Burda, 120  
de Burlet, 51  
Bychowiec, 72, 77  
Cadogan, 131  
Carter (J.F.), 39, 208  
Chelepine, 122, 194  
Churchill, 16, 30, 34-38  
Cienski (abbé), 87  
Cohn-Bendit, 144  
Costedoat, 51  
Czapski, 25, 26, 38, 72, 85-  
89, 91-93, 96, 98, 104,  
126  
Czosek, 166  
Dachitchev, 161, 162  
Davis (J.E.), 36  
Dipkov, 176  
Dubicki, 78, 86  
Earle (G.H.), 103  
Eden, 35-37, 130  
Ehrenbourg, 92  
Eidelman, 156, 162  
Elt sine, 81, 185, 190-195,  
198, 217  
Estrine, 176  
Fedorov, 94, 175  
Felsztyn, 78  
Figanov, 13, 165, 167, 174  
Finberg, 176  
FitzGibbon, 127  
Frank, 110  
Frolov, 166  
Gaididei, 180  
de Gaulle, 16  
George VI, 131  
Geremek, 197  
Giertych (M.), 146  
Gilbert, 101  
Giraud, 16  
Glemp (Mgr J.), 139, 151  
Glodz (Mgr), 166  
Goebbels, 22-24, 29, 32,  
35, 39, 40, 135  
Goering, 101  
Goliakov, 114  
Gomulka, 120, 121, 144,  
215  
Gorbanevskaya, 59, 132,  
133  
Gorbachev, 8, 12, 124, 139,  
144, 146, 153, 160, 164,  
165, 178, 179, 191-193,  
195, 216, 217  
Gourianov, 211, 212  
Grigoriants, 149  
Glosek, 169  
Guderian, 72  
ГУКРПИУ, 137

## KATYN

- Gwiazda, 135
- Hajek, 51, 101, 102, 118
- Halacinski, 170
- Halévy, 95, 96, 185
- Haller, 26, 89
- von Herff, 51
- Hess, 101
- Hitler, 7, 10, 13, 16, 30, 33, 34, 36, 68-70, 72, 111, 112, 127, 132, 143, 153, 155, 163, 186, 189, 195, 196, 199, 200, 211, 213, 214
- Hopkins, 37
- Huber, 111-113
- Hulls, 38
- Iablokov, 177
- Iazborovska, 177
- Jaruzelski, 124, 144, 146, 147, 160, 178, 216, 217
- Jasinski (abbé), 48
- Javoronkov, 8, 161
- Jaworowski, 61
- Jean-Paul II, 11, 166
- Joliot-Curie, 112, 113
- Kalinine, 122, 165, 174, 181, 193
- Kaganovitch, 176, 193
- Karavansky, 133
- Khrouchtchev, 37, 120-122, 176, 194, 215
- Kieres, 206
- Kiselev, 20, 21, 22, 60, 61
- Klimov, 175
- Koehler, 83, 84
- Kola, 86, 168
- Kolbe (St. M.), 148
- Kosciuszko, 53, 59
- Kot, 32, 84, 90, 91
- Kouprii, 175
- Krivocheïne, 72
- Krivozertsov, 19, 59, 60, 81, 116, 126, 161
- Krouglov, 94
- Krovoertsov, 161
- Krzeminski, 71
- Krzyzanowski, 26, 27
- Kuczynski, 64
- Kutyba, 26
- Kwasniewski, 196, 207-209, 218
- Langner, 70
- Latenser, 102
- Lavrov, 114
- Lawrence, 63
- Lawrence (lord), 102
- Lebedeva, 8, 14, 173, 177, 198, 199
- Lénine, 66, 67, 96, 97
- Lewandowska, 173
- Litvinov, 69
- Loebecke, 83
- Lozinski, 12
- Maciszewski, 148, 149
- Mackiewicz, 64, 127, 128
- Maguichev, 133
- Maïsky, 16, 31, 36, 74
- Markov, 51, 101, 102, 118
- Martini (L.), 161
- Martini (R.), 103, 116, 117, 127, 161
- Medjidov, 133
- Medvedev, 205
- Mekhlis, 162
- Melejanov, 12
- Merekalov, 68
- Merkoulov, 38, 92, 94, 114, 115, 182
- Mikke, 168
- Mikolajczyk, 111-113
- Mikoyan, 193
- Miloslavitch, 51, 101, 118
- Milstein, 182
- Minkiewicz, 77
- Młodziejowski, 168
- Młynarski, 72, 126
- Molotov, 16, 31, 34, 35, 69, 73, 90, 91, 109-111, 144, 147, 149, 154-156,
- 160, 161, 163, 190, 193, 195, 197-199, 208
- de Montfort, 23, 32, 33, 35, 36, 50, 55, 93, 102, 105
- Montesquieu, 158
- Mossor, 43, 48, 49
- Müller, 46
- Naville, 50, 51, 101, 102, 118
- Nekritch, 72
- Nikolaev, 60
- Nixon, 157
- Nuremberg, 9, 35, 100, 101, 106-111, 113-119, 121, 189, 199, 206, 215, 216
- Okulicki, 25, 213
- Olbrycht, 45, 49
- Olchansky, 65
- ONU, 105, 119, 202-204, 206
- Olszyna-Wilczynski, 70
- O'Malley, 35, 96, 97, 130
- Orsos, 51, 101
- Palmieri, 118
- Pamiętnykh, 160
- Panfilov, 89, 90
- Paulus, 15, 37
- Penderecki, 148
- Perkowicz, 100
- Peszowski (père), 152, 167, 191
- Picot, 50
- Pilsudski, 66, 67, 68
- Pokrovsky, 109
- Ponka, 21
- Popielski
- Poutine, 205, 206, 209, 212, 218
- Powazki, 135, 137-139, 148, 157
- Pragłowski, 29
- Procner, 26
- Prozorovsky, 109
- Przewoznik, 168, 207

## Index

- Raïkhmann, 89, 91, 92, 94, 126, 182  
Reuger, 32  
Ribbentrop, 16, 31, 68, 69, 72, 73, 109, 110, 111, 144, 149, 154, 155, 160-163, 190, 195, 197, 198, 208, 214, 216, 217  
Romer, 34, 35  
Rommel, 15  
Roberts (F. K.), 131  
Rodziewicz, 26  
Roosevelt, 16, 30, 34-36, 37, 39, 103, 104, 184  
Roudenko, 101, 121, 216  
Rowecki, 26  
Rytchkov, 114  
  
Saburine, 126  
Sakharov, 148, 177  
Samsonowicz, 142  
Sapieha (cardinal), 48  
Sawczynski, 83  
Sawicki, 114  
Saxen, 51  
von Schirach, 101  
Schmidt, 46  
Schulenburg, 69, 73, 155, 156  
Semienovsky, 114  
Sergueev, 60  
Sikorski, 16, 18, 19, 24, 31, 34, 36, 37, 64, 68, 74, 84, 85, 90, 98, 214  
Skarzynski, 44, 48, 57, 103, 112, 154  
Slowencyk, 41, 43, 45  
Smirnov (G.), 147  
Smolianinov, 114  
Smorawinski, 23, 26, 47, 49, 77, 137  
Sofonov, 114  
Sokolnicki, 91  
Sokorski, 53  
«*Solidarité*» ou *Solidar-nosc*, 13, 37, 123, 131, 134, 140, 141, 145, 167, 190, 201, 216  
Solski, 57  
Soprounienko, 175, 179, 180, 181, 182  
Soukhariev, 174  
Specht, 46  
Speleers, 51  
Stahmer, 113  
Staline, 7, 10, 11, 13, 14, 16, 24, 30-32, 34, 36, 37, 62, 64, 65, 68-70, 72, 73, 78, 80, 85, 90, 96-99, 108, 111-113, 119, 120-122, 127, 132, 143, 149, 153, 155, 156, 162, 163, 169, 171, 173, 174, 177, 183-185, 189, 193, 197, 199, 200, 209, 211, 212, 214, 217  
Stalingrad, 15, 17, 37, 88, 89, 102, 215  
Steinberg (rabbin), 79  
Stepkowicz, 26  
Standley, 35, 36, 91  
Strang, 55  
Strong, 39  
Strzembosz, 163  
Subik, 51  
Sutkowski, 128  
Swianiewicz, 58, 77, 82, 84, 126  
Syromiatnikov, 175  
Szebesta, 49  
Szembek, 154  
Sziling, 168  
Szymanski, 38, 39, 103  
Szyszko-Bohusz, 99  
  
Tartakov, 126  
Timochenko, 70, 71  
Tokariev, 174, 175  
Tolstoï (A.), 63  
Toukhatchevsky, 67, 68, 171  
Tramsen, 51, 101, 102, 118  
Tretietsky, 167  
Trofimov, 182  
Truman, 104, 105  
  
Urbanski, 80  
  
Van Vliet, 52, 63  
Vasilkov, 20, 21  
Vorochnikov, 176, 193, 199  
Voss, 19, 21, 47  
Voznessensky, 11  
Vychinsky, 90, 91, 114-116, 159  
  
Wajda, 12, 218  
Waldheim, 134  
Walesa, 148, 185, 190-195, 217  
Wankowicz, 100  
Wodzinowski, 61  
Wodzinski, 28, 41-43, 45, 46, 49, 55, 58, 61  
Wolikowski, 84  
Wyszynski (cardinal), 148  
  
Yalta, 40, 147, 190, 208  
Yeaton (I. D.), 39  
  
Zacharias, 153  
Zadrowski, 12  
Zaïka, 166  
Zakharov, 60  
Zaleski, 171  
Zarubine, 78, 82, 182-185  
Zawodny, 22, 29, 30, 32, 34-36, 38, 39, 54, 65, 70, 78, 83, 93, 95, 101-106, 126, 129, 184  
Ziembinski, 155, 156  
Ziolkowski (abbé), 79, 170  
Zorawski, 166, 195  
Zoria (I.), 14, 117, 165, 177  
Zoria (N.), 117